

## MISSION AFPCNT A LA 7EME SESSION DE LA PLATEFORME MONDIALE DE L'UNDRR

**Du risque à la résilience : Vers un développement durable pour tous dans un  
monde transformé par la COVID-19**

**A BALI, INDONESIE  
DU 23 AU 28/05/2022**



**RAPPORT DE RESTITUTION :**  
**Compte rendu général et contributions des membres AFPCNT de la délégation**

**Version finale en date du 11 janvier 2023**

Soutenu par :

Rapport réalisé par les membres de la Mission AFPCNT : Sarra KASRI, Myriam MERAD, Philippe GARNIER et Roland NUSSBAUM, avec la collaboration de deux autres représentants de personnes morales membres de l'AFPCNT : François GRUNEWALD (URD) et Alix ROUMAGNAC (PREDICT Services)

Ces derniers remercient et saluent :

- Le coordinateur de la délégation française, Paul SCHILLING, MEAE
- Les autres membres de la délégation française :
  - o Patrick AUFFRET, Plateforme sur les Déplacements liés aux catastrophes et aux changements climatiques (Genève),
- Les autres participants français identifiés à la GP2022
  - o Youssef DIAB, EIVP – UGE, invité par le Forum Arabe
  - o Cyril HONORE, détaché de Météo France à l'OMM
  
- Relecteurs : Anne-Marie LEVRAUT et Ghislaine VERRHIEST-LEBLANC

## SOMMAIRE

<b>A RETENIR</b> .....	<b>1</b>
<b>Préambule</b> .....	<b>3</b>
<b>I. Contexte</b> .....	<b>4</b>
<b>II. Objectifs</b> .....	<b>9</b>
<b>III. Modalités</b> .....	<b>10</b>
<b>IV. Composition de la mission</b> .....	<b>12</b>
<b>V. Actions de l'AFPCNT et Compte-Rendu sommaire</b> .....	<b>13</b>
<b>VI. Recommandations post BALI et Actions de valorisation par l'AFPCNT</b> .....	<b>14</b>
<b>Annexes</b> .....	<b>28</b>
1. Contributions des membres AFPCNT de la délégation française	
2. Reportage photos	
3. Documents de référence annexés, pour la commodité de lecture du rapport	
a. Conclusions de la coprésidence de la 7 <sup>ème</sup> GP (traduction française libre)	
b. Déclaration de M. CROUZET, ambassadeur de France pour le Climat, à la 7 <sup>ème</sup> GP	
c. Déclaration de M. Paul SCHILLING, représentant du MEAE coordinateur de la délégation française, à la 7 <sup>ème</sup> GP	
d. Déclaration de Mme Myriam MERAD, présidente du Conseil Scientifique de l'AFPCNT, à la 7 <sup>ème</sup> GP	
<b>Références bibliographiques</b> .....	<b>56</b>
<b>Glossaire</b> .....	<b>57</b>

## A RETENIR

Intitulée « Du risque à la résilience : Vers un développement durable pour tous dans un monde transformé par la COVID-19 », la 7<sup>ème</sup> plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophes, qui s'est tenue du 23 au 28 mai 2022 à Bali (Indonésie), avait pour objectif la préparation d'une revue à mi-parcours du cadre de Sendai 2015-2030. Une conférence internationale à New York en mai 2023 devrait permettre de conclure cette étape.

La plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophes est un événement international qui a vocation à consolider **le multilatéralisme, la mise en réseau et la coopération entre les divers pays et organismes**. Vu le contexte mondial impacté par la crise sanitaire du Covid 19, la Plateforme mondiale 2022 à Bali a été l'occasion de mettre en valeur et de consolider la posture d'**une résilience intégrative** qui s'assimile dans les divers processus de prise de décision et de gouvernance : politique, économique et environnementale.

Eu égard aux multiples interrelations mises en lumière par une série de récentes catastrophes, la Plateforme mondiale 2022 a été l'occasion de **pointer l'importance des approches systémiques** qui questionnent les risques émergents mais aussi les impacts du changement climatique sur les écosystèmes. **La compréhension des dynamiques d'émergence des risques** reste à consolider. Et dans ce sens, le développement des systèmes d'alerte précoce multi aléas (MHEWS) et plus spécifiquement l'initiative CREWS constitue une intéressante et importante initiative à souligner, dans laquelle la France joue un rôle important. De plus, des concepts tels que : « **Solution basée sur la nature** » ou « **Reconstruire et faire mieux** » sont de plus en plus adoptés par les divers acteurs et dans de multiples secteurs de la société. Enfin, quant au niveau social, **une valorisation du renforcement des capacités à l'échelle communautaire** a été défendue.

Concernant la participation de l'AFPCNT à la Plateforme mondiale 2022 à Bali, l'essentiel de l'action des membres de la mission a consisté en de la veille, dans les conférences qui ont pu être suivies, ainsi que du réseautage à l'issue et en périphérie des sessions. Quelques réunions bilatérales ont pu être organisées sur place notamment sur introduction du MEAE ou de nos correspondants à l'UNDRR.

Bien que L'AFPCNT n'a pas pu intervenir suffisamment en amont des préparatifs de la plateforme mondiale pour organiser une intervention au programme officiel, un communiqué, en séance plénière le jour de clôture, de Myriam MERAD, présidente du Conseil scientifique et pilote de la mission 2, a pu être présenté ; en plus d'une intervention d'Alix ROUMAGNAC (Predict services) dans une session sur les systèmes



d'Alerte précoce (EWS) et d'une déclaration, hors programme en plénière, présentée par François GRUNEWALD (Réseau RepR).

Pour prolonger et valoriser la mission de Bali, deux séminaires ont été programmés :

1. Restitution de la mission de Bali (12/07/2022)
2. Une conférence débat : « Gestion globale des risques climatiques et de catastrophe en vue de la mise en œuvre du Cadre de Sendai 2015-2030 et de l'Accord de Paris sur le climat » (09/09/2022)

A la suite desquels, une journée de réflexion sur la stratégie internationale de l'AFPCNT a été organisée le 29/11/2022 au cours de laquelle une série de recommandations sont présentées exprimant l'intérêt très important de faire en sorte que notre action au national bénéficie encore davantage de l'action AFPCNT à l'international. En somme, ces recommandations visent en premier, à développer la posture active de l'AFPCNT en tant que « championne de la mise en œuvre du cadre de Sendai en France » ; et aussi, à (ré)investir par l'AFPCNT des thèmes et concepts onusiens importants avec l'objectif de proposer un corpus de connaissances intégrées visant à renforcer la culture du risque en France.

## PREAMBULE

Le présent rapport, rédigé au retour de la GP2022, courant juin, entend restituer les activités, les impressions et recommandations des membres de la délégation française à Bali et en particulier le travail réalisé par les membres de la mission AFPCNT, ainsi que des contributions des autres membres de la délégation française. Il se compose ainsi :

- Du présent document général de synthèse, suivant un plan préétabli de restitution,
- Des six notes de contributions, signées chacune d'un des membres de la mission et des autres membres AFPCNT présents (cf. annexes)
- Des différentes autres contributions de membres de la délégation, présentées en encadrés (cf. encadrés et annexes selon nomenclature au sommaire)

On portera une attention particulière dans le présent rapport aux productions spécifiques à la M4 de l'association, réalisées dans la dynamique de cette mission à Bali :

- Aux recommandations de l'AFPCNT post-Bali 2022
- Aux impressions tirées des deux conférences hybrides de restitution et de valorisation avec l'UNDRR, tenues respectivement les 12 juillet et 9 septembre.
- Aux premiers éléments de débriefing du séminaire international tenu le 29 novembre 2022.

Contrairement aux grandes conférences des Nations Unies sur le thème (WCDRR Kobe, Sendai), il n'a pas de décision qui soit adoptée par les pays participants à une Plateforme mondiale (Global Platform).

On revanche, l'on est témoins d'une quantité d'avancées (cf. conclusions de la co-présidence en annexe), notamment sur les différents fronts qu'animent l'UNDRR et les autres agences onusiennes compétentes.

Un certain nombre présentent de l'intérêt pour les actions de l'AFPCNT.

Celles-ci présentent de nombreux intérêts méthodologiques à considérer de près par l'AFPCNT mais aussi par nos autorités nationales et territoriales, dans une série de démarches de « downscaling » à l'échelle nationale ou même de bassins de risques.

L'objet des réunions de valorisation des 12 juillet et 9 septembre, ainsi que du séminaire stratégique du 29 novembre 2022, organisés par l'AFPCNT, aura précisément été de discuter à chaud avec les participants des différentes recommandations formulées suite à la mission et des différentes options proposées pour l'action à l'international de l'AFPCNT (cf. § 5), qu'il s'agira ensuite de prioriser pour les inscrire dans une feuille de route à l'international pour notre association.

## I. CONTEXTE

### 1. LE CADRE D'ACTION DE SENDAI

Née en 2000 de la Décennie Internationale pour la Prévention des Catastrophes Naturelles (DIPCN 1990-1999), l'AFPCNT a dans ses gènes l'ouverture à l'international et une tradition d'échange des bonnes pratiques françaises avec celles d'entre ses homologues, situées notamment dans les pays limitrophes (de l'hexagone et des outremer) ainsi que les plateformes nationales de la francophonie.

Elle a ainsi entretenu depuis toujours des relations avec des structures analogues notamment en Allemagne et en Suisse, mais aussi dans une moindre mesure, en Pologne, en République Tchèque et au Royaume Uni (hors plateforme dans ce cas), ainsi que plusieurs pays de la francophonie, notamment au Maghreb, mais aussi au Canada, et pas seulement.

La participation active de l'AFPCNT dans la délégation française au cycle de progrès onusien des cadres d'action de Hyogo (2005), puis de Sendai (2015-2030), ainsi qu'à ses manifestations intermédiaires d'avancement (Plateformes mondiales (Global Platforms) - GPs - et European Forum – EFDRR) est la marque concrète de cette intégration et de ce rôle moteur de l'AFPCNT au sein de la plateforme nationale française, que constitue le Conseil d'Orientation Pour la Réduction des Risques Naturels Majeurs – COPRNM, longtemps présidé par le président de l'AFPCNT.

Depuis la 2ème Conférence mondiale pour la réduction des risques de catastrophes (World Conference for Disaster Risk Reduction (WCDRR)) qui s'est tenue à Kobe en Janvier 2005, l'AFPCNT a pu participer à la quasi-totalité des Plateformes mondiales. Celles-ci se sont tenues depuis lors tous les 2 ans, en général à Genève, à l'exception de la 5ème GPDRR qui s'est tenue à Cancun. A la différence des WCDRR de niveau ministériel en termes de participation officielle des Etats, ces grands rendez-vous intermédiaires n'ont pas eu la même portée politique, en l'absence de conventions ou nouvelles dispositions à négocier. Cependant leur importance tient à leur fréquence tous les 2-3 ans, pour y réunir à l'échelle planétaire des représentants de tout l'écosystème des acteurs, publics et privés, qui agissent chacun dans leur contexte géographique à la mise en œuvre du cadre de Hyogo (2005-2015) et désormais celui de Sendai. Tous s'accordent à reconnaître que la tâche est difficile dans un contexte global en pleines mutations avec des risques croissants de natures diverses, des dérèglements climatiques, aux crises sanitaires ; ces risques sont le résultat de l'accroissement de l'intensité des aléas et des événements climatiques mais aussi de la densité et de la vulnérabilité des enjeux.

#### **Présentation du contexte selon note interservices de l'Etat par le MEAE**

Les politiques de **réduction des risques de catastrophe** ont pour objectif de diminuer les effets des aléas naturels et de réduire les risques d'origine anthropique sur les sociétés, en diminuant le degré d'exposition des populations et leur vulnérabilité et en

les aidant à retrouver au plus vite un fonctionnement normal. Le **Cadre de Sendai** pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), adopté en 2015, est le cadre international de mise en œuvre de ces politiques. Il fixe les 4 priorités suivantes :

1. Comprendre les risques de catastrophe ;
2. Renforcer la gouvernance des risques de catastrophe pour mieux les gérer ;
3. Investir dans la réduction des risques de catastrophe aux fins de résilience ;
4. Renforcer l'état de préparation aux catastrophes pour intervenir de manière efficace et pour « mieux reconstruire » durant la phase de relèvement, de remise en état et de reconstruction.

**Le cadre de Sendai est un élément essentiel du cadre international du développement durable** tel qu'encadré par l'Agenda 2030, l'Accord de Paris sur le climat, et les résultats de la conférence d'Addis Abbeba sur le financement du développement. Il reconnaît par ailleurs l'existence de liens entre changement climatique et risques accrus de catastrophes naturelles, en ligne avec les rapports scientifique du GIEC et de l'Organisation Météorologique Mondiale.

Le Bureau des Nations unies pour la réduction du risque de catastrophe (**UNDRR**), dont le siège est basé à Genève, est chargé de favoriser les synergies entre les nombreux organismes impliqués dans la réduction des risques de catastrophe et d'animer les échanges entre les parties à travers la Plateforme mondiale et les Plateformes régionales pour la prévention des risques de catastrophe. L'UNDRR soutient l'action de l'Envoyée spéciale du SGNU pour la réduction des risques de catastrophes Madame **Mami Mizutori** nommée en février 2018.

La 7<sup>ème</sup> **plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophes**, qui s'est tenue du 23 au 28 mai 2022 à Bali (Indonésie), s'est centrée sur la **mise en œuvre du Cadre de Sendai 2015-2030**, et a préparé sa **revue de mi-parcours** prévue l'année prochaine dont le point d'orgue sera l'organisation d'une conférence internationale à New York en mai 2023.

**La France**, caractérisée par la présence sur son territoire de la majorité des risques naturels et technologiques possibles, est **un acteur important au niveau mondial**, notamment dans le domaine des systèmes de prévision et d'alerte, mais aussi dans la prise en compte de la prévention dans la planification et l'aménagement des territoires. La France mène en outre une politique de coopération fortement orientée par les finalités du développement durable et la prise en compte du changement climatique, en particulier via **l'Agence française de développement (AFD)** dont de nombreux projets notamment en Afrique intègrent l'enjeu de prévention des risques. Entre 2015 et 2019, environ 1,5 milliards € d'aide au développement française ont ainsi été attribués à des projets concourant à une meilleure prévention des catastrophes.

## **2. QU'EST CE QUE LA 7EME SESSION DE LA PLATEFORME MONDIALE ?**

Beaucoup a déjà été dit ci-dessus. En réponse à des interrogations, l'on cherche juste encore dans ce qui suit à préciser quelle est la contribution effective de ces GPs dans le processus.

### **Similitudes et différences entre les actions à l'international sur le Climat et celles sur la Réduction des Risques de Catastrophes (RRC)**

L'on a coutume de dire que le cadre de Sendai (2015-2030), anciennement celui de Hyogo, acté à Kobe en 2005, est à la réduction des risques de catastrophes ce que le Protocole de Kyoto est au Climat. Dans le second cas, la vie de l'accord international est rythmée par les Conférences des parties (COP). Celles-ci donnent souvent lieu à des négociations diplomatiques pouvant déboucher sur des accords internationaux importants, complémentaires au protocole initial (cf. Accord de Paris à l'issue de la COP22 en 2015). Pour le cadre de Sendai, des rendez-vous biannuels, appelés des Plateformes Mondiales (Global Platforms), également prévus pour rythmer la vie de l'accord et en mesurer les progrès. Ils sont moins ambitieux que les COP, n'impliquant pas en général de nouvelle négociation. Mais dans les deux cas, la diplomatie, la science et les parties prenantes se retrouvent autour de l'ONU et du pays d'accueil de la conférence, les deux coprésidents, pour dresser ensemble un état des lieux et notamment des avancées, avec des objectifs et un compte à rebours tout aussi ambitieux. Il arrive que les deux rendez-vous se retrouvent programmés la même année, pour notamment accentuer le constat de leurs enjeux communs, comme ce fut le cas en 2015 où eurent lieu :

- La 3ème World Conference for Disaster Risk Reduction (WCDRR) en mai à Sendai
- La 22ème COP en décembre aboutissant à l'Accord de Paris.

Le troisième champ d'action onusienne, qui vient intersecter les deux précédents, est celui des Objectifs du Millénaire pour le Développement (MDGs) devenus objectifs du développement durable (ODD) (Sustainable Development Goals (SDGs)). Celui-ci a aussi tenu une importante conférence en octobre 2015 à New-York.

Des administrations onusiennes spécifiques assurent la vie de ces accords. Pour le cadre de Sendai, il s'agit du Bureau des Nations-Unies pour la réduction des risques de catastrophes (United Nations Office for Disaster Risk Reduction (UNDRR)) dont le siège est Genève, et qui dispose de bureaux régionaux sur chaque continent, avec un Bureau à Bruxelles pour l'Europe et l'Asie centrale. Sa mission est notamment de relayer l'action internationale UNDRR en direction de chacun des pays de son secteur géographique et d'organiser tous les deux ans le forum européen pour la RRC (European Forum for Disaster Risk Reduction (EFDRR)), qui consiste en une sorte de déclinaison, décalée d'un an environ après la dernière Plateforme mondiale, avec beaucoup d'adaptations aux conditions et aux publics locaux, mais sans altération de l'essence des messages et objectifs de la démarche d'entraînement et de co-construction.

Comme rappelé par l'ambassadeur pour le climat lors de son adresse à la GP2022 (cf. encadré en annexe 2 – documents de référence – la transcription du discours de M. CROUZET), la France fait partie des pays qui comptent dans l'action qu'ils ont engagée pour la RRC en domestique et dans une mesure non négligeable aussi dans des actions à l'export ou à l'international. Une délégation française organisée a donc toute sa place et son rôle à jouer dans ces différentes manifestations du cycle onusien de Sendai, même si celui-ci est moins visible que celui des COP du protocole de Kyoto et si une partie des sujets RRC tendent à être aussi inscrits à l'agenda des COP, avec des retombées politiques peut-être davantage suivies. On notera d'ailleurs que la France a plusieurs fois figuré parmi les quelques pays à tenir un stand dans l'espace d'exposition des plateformes mondiales lorsque celles-ci ont eu lieu à Genève (cf. photo ci-dessous).



La délégation française autour la Directrice générale pour la prévention des risques Déléguée aux risques majeurs, point focal pour la France et chef de mission française (DGPR), sur le stand France de la GP2013 à Genève (Crédit photo : AFPCN)

Des représentants du privé sont aussi été invités à intervenir. Ainsi cette année notamment, Alix ROUMAGNAC, président de PREDICT Services, est intervenu à l'invitation de l'OMM dans une table-ronde de la conférence spécifique sur les Multirisk Early Warning Services (cf. en § 10 la contribution d'Alix R.).

De même, la France a encore plus activement participé aux dernières WCDRR à Kobe (2005) et Sendai (2015), avec la participation de plusieurs ministres et une délégation de plusieurs dizaines de personnes, émanant de l'administration mais aussi des ONG et du privé.

Lors de la 2<sup>ème</sup> WCDRR, Kobe 2005, Serge LEPELTIER, ministre de l'écologie et maire de Bourges, représentant spécial du président CHIRAC suite au Tsunami de Banda ACEH, avait donné une réception pour tous les représentants de pays francophones, présents sur place, soit plusieurs centaines de participants.

Lors de la 3<sup>ème</sup> WCDRR ,ce sont même trois ministres qui se sont succédés :

- M. Laurent FABIUS, ministre des Affaires étrangères,
- Mme Annick GIRARDIN, ministre de la coopération,
- Mme Ségolène ROYAL, ministre de l'écologie.

Lors des Plateformes Mondiales, ce furent des interventions officielles de différents ambassadeurs, dont un pour le patrimoine culturel et aussi des élus locaux, dont Mme Marie-France BEAUFILS, sénatrice d'Indre-et-Loire, maire de Saint Pierre des Corps, présidente du CEPRI.

L'enjeu principal pour la délégation française à ces réunions onusiennes sur l'action internationale coordonnée pour la RRC, est avant tout de la veille sur les différents sujets onusiens et les initiatives de pays membres, en se tenant informés des bonnes pratiques présentées, notamment toutes celles activement développées par l'UNDRR (on les présentera et commentera dans ce qui suit), et de cultiver le réseau international en échangeant des impressions sur ces développements.

Le manque de moyens pour assurer un suivi par l'AFPCN de ces rencontres privilégiées avec les partenaires de la francophonie n'a pas favorisé jusqu'à présent l'essor du réseau que l'on s'est chaque fois employé à créer à l'international par la composante société civile de notre plateforme nationale, même si individuellement certains membres de l'équipe de France bénéficient bien sûr de contacts fructueux, qu'ils cultivent avec succès en tissant des réseaux.

C'est ainsi que cette année, l'AFPCNT dans sa nouvelle configuration a pu envoyer à la 7<sup>ème</sup> Plateforme mondiale, qui s'est tenue à Bali du 23 au 27 mai 2022, une délégation de 4 membres, rompus au cadre et au réseautage international, dont les pilotes des missions 2 et 4 (cf. au § 4 la composition de la mission), sur la dizaine de membres que comprenait la délégation française.

## II. OBJECTIFS

A travers une plateforme mondiale, l'UNDRR et le pays hôte (les deux assurant la co-présidence) poursuivent assurément différents niveaux d'objectifs, avec notamment à l'intérieur de la conférence, plusieurs conférences désormais étroitement associées :

- Un forum des parties prenantes appelé le Stakeholder Engagement Mechanism (SEM), où ont vocation à être représentées les 18 catégories de parties prenantes considérées par les Nations Unies (cf. plus loin en § 10 un développement sur les parties prenantes ou « Major Groups » au sens des Nations Unies). Ce forum incluait notamment un segment « ARISE » constitué par les acteurs du privé engagés dans SENDAI.
- La conférence pour la reconstruction post catastrophes, sous impulsion de la Banque Mondiale.
- Une nouvelle conférence sur l'Alerte précoce multi risques, sous impulsion OMM.
- De nombreuses sessions périphériques au programme officiel (side events) et des sessions interactives de présentations techniques (Learning Labs).

Un objectif supplémentaire dans ce cas précis consiste en la revue à mi-parcours du cadre de Sendai. (3 sessions de haut niveau au programme)

Pour l'AFPCNT, la participation à cette GP2022 était l'occasion :

- de reprendre le fil international de cette mise en œuvre du cadre de Sendai.
- de tenter d'identifier des éléments de comparaison internationale, pouvant contribuer à l'approfondissement d'un point national sur l'état de la mise en œuvre en France de ce cadre de Sendai, à l'instar des quelques pays les plus avancés en la matière.
- de repositionner et tester *in situ* sa nouvelle organisation (missions 2 et 4 en articulation) sur ce chantier majeur d'actions de l'association à l'international, avec notamment la mise à disposition et l'animation tout au long de la semaine, d'un fil d'informations en LinkedIn pour ses membres et partenaires.
- de développer par de nouveaux contacts son réseau international dans le sens de la nouvelle stratégie de l'association, en s'attachant notamment aux représentants de pays limitrophes, de l'hexagone comme des outremer, ainsi que des pays francophones.

Plus généralement, comme évoqué en préambule de ce rapport, il s'agit de réunir les éléments utiles à une réflexion stratégique, de nourrir la réflexion, de nouer ou consolider des contacts, de repérer les bonnes pratiques, etc.



### III. MODALITES

#### 1. MODALITES DE L'ORGANISATION GENERALE DE LA CONFERENCE

Réunissant quelques 4000 participants (moitié en présentiel, moitié en distanciel), cette manifestation n'était cependant pas le lieu de grandes négociations internationales, pour les raisons déjà indiquées.

Ces chiffres peuvent sembler faibles eu égard aux précédentes Plateformes mondiales mais cela s'explique par la dynamique et l'imprévisibilité de la pandémie de la covid qui a empêché un investissement anticipé et la mise à disposition des informations nécessaires suffisamment tôt.

Il n'en reste pas moins que l'organisation pratique de l'événement s'est avérée remarquable, avec une très grande implication et efficacité de la coprésidence indonésienne, soutenue par des effectifs conséquents de bénévoles. L'enthousiasme et la joie de se retrouver étaient au rendez-vous.

Pour des raisons davantage circonstancielles, un certain nombre de délégations habituellement très fournies ont fait faux bond, renonçant à se déplacer (Allemagne, Royaume-Uni, Etats Unis, etc ?).

Une délégation d'une dizaine de personnes pour la France peut sembler faible au regard des précédentes éditions, notamment lorsqu'elles se tiennent à Genève ou au Japon pour les grandes conférences, avec de 30 à 50 participants et notamment des personnalités. Ceci est à relativiser, l'important étant la représentativité de notre équipe de France et sa capacité à développer son réseau international.

Il faut aussi souligner la particularité de cette session au regard du calendrier de Sendai, qui la situe à l'ouverture d'un processus imposé qui s'étalera sur 2 ans de Revue à mi-parcours du cadre de Sendai (2015 – 2030) , dont les résultats seront livrés officiellement l'an prochain en mai lors d'une conférence de haut niveau à New York.

Les premières discussions entre représentants officiels des Etats ont tourné autour de 3 axes majeurs:

- financements,
- métrique,
- processus décisionnel.

**Le Rapport d'évaluation globale** (Global Assessment Report : GAR2022) – intitulé complet : **Notre monde en danger : transformer la gouvernance pour un futur résilient** (Our World at Risk : Transforming Governance for a Resilient Future) – est paru fin avril selon un processus traditionnel de l'UNDRR pour alimenter les discussions en éléments d'appréciation fiables. Il s'agit d'une publication de conception et sous-direction éditoriale UNDRR, qui est réalisée à l'approche de chaque Plateforme mondiale avec le concours d'un panel d'experts académiques.

Les actions clés du GAR2022 (rapport complet : 256 pages et une synthèse pour les décideurs : 24 pages) mettent l'accent sur 3 axes :

- Le développement d'une métrique efficace : **to help measure what we value**
- La prise en compte des facteurs perceptifs du risque : **to help design systems to factor in how human minds make decisions about risks**, avec un regard très attentif sur les biais et la communication dans la réduction des risques.
- Faire agir la gouvernance et les systèmes financiers en transversal vis-à-vis des silos et concevoir en consultation avec les populations affectées.

Outre de précieux résumés des 5 journées de cette conférence (GP2022 Bulletin), des couvertures extensives photo et vidéo de tous les temps forts, le seul livrable officiel de la conférence est composé d'un diptyque de documents :

- **Conclusions of the co-presidency**, en 52 points,
- **the Bali Agenda for Resilience**, en 7 points.

cf. des liens hypertexte vers ces différents documents de références bibliographiques (page 59)

## **2. MODALITES DE LA MISSION AFPCNT AU SEIN DE LA DELEGATION FRANÇAISE**

Comme par le passé, avec cependant des adaptations liées à la période COVID, l'AFPCNT a pris part aux préparatifs initiés côté Etat pour la constitution de la délégation française. Il s'est agi de correspondances et réunions avec le service responsable du dossier au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), qui a agi en initiateur et coordinateur de la délégation française.

Une réunion spécifique de rencontre au bureau parisien de la Banque Mondiale avec la Facilité mondiale pour la réduction des risques de catastrophes (Global Facility for Disaster Risk Reduction (GFDRR))<sup>1</sup> a aussi contribué à la mise en orbite.

La décision de participer en présentiel à cette session n'a pu être prise que tardivement, après la levée relative de contraintes sanitaires.

Du côté Etat, une contrainte supplémentaire résidait dans la situation calendaire de l'événement, entre deux échéances électorales (présidentielles puis législatives). Ceci a neutralisé l'espoir de voir émerger une participation ministérielle ou celle d'un élu, comme cela a été le cas lors de la plupart des éditions précédentes. On a vu ci-dessus en § 1 que des personnalités françaises de premier plan ont participé au cycle de « Kobe et Sendai ».

---

<sup>1</sup> <https://www.gfdr.org/>

## IV. COMPOSITION DE LA MISSION

### 1. QUI ET POURQUOI ?

La délégation AFPCNT s'est constituée sur l'initiative de deux pilotes de missions :

- Myriam MERAD, présidente du conseil scientifique et pilote de la mission 2,
- Roland NUSSBAUM, pilote de la mission 4, qui a assumé le rôle de coordinateur de cette mission.

Les deux autres membres de la délégation AFPCNT ont été recrutés d'un commun accord entre les deux pilotes de mission et la gouvernance de l'association :

- Philippe GARNIER, membre du Conseil scientifique et de la mission 4, enseignant chercheur à l'École d'architecture de l'université de Grenoble, membre de CRATERRE,
- Sarra KASRI, chargée de projet « Build Back Better » et appui inter missions à l'AFPCNT, en charge des missions 2 et 4, enseignante chercheuse à l'École d'architecture de Paris Belleville.

### 2. REPARTITION DES ROLES – APPORTS CONCRETS

Les rôles se sont répartis naturellement en fonction des affinités thématiques respectives, sans pouvoir assurer à quatre la couverture de tous les événements qui se sont tenus en parallèle, compte tenu aussi de la priorité donnée au développement de contacts, en marge des sessions. Sans exclusive d'aucune sorte, les membres du groupe se sont chacun employés à la prise de contacts parmi les participants :

- Des organisations internationales dont UNDRR en premier lieu,
- De la francophonie, avec notamment d'excellents contacts noués ou renoués auprès des représentants des pays du Maghreb, d'Haïti, du Liban, du Népal, etc.
- De la périphérie de l'hexagone (Allemagne, Suisse, Royaume Uni).

Il importe aussi de souligner la très appréciable valeur ajoutée apportée au succès d'ensemble de la mission par la collaboratrice de l'association, qui a non seulement mis à contribution son propre réseau relationnel, mais aussi organisé et mis en œuvre un relai d'information sur la participation de la mission à cette conférence majeure via les réseaux sociaux. Des clips vidéos et petits textes de commentaires (2 pages max) de chacun des 4 membres de la mission ont ainsi été relayés tout le long de la semaine via LinkedIn.

## V. ACTIONS DE L'AFPCNT ET COMPTE-RENDU SOMMAIRE

L'AFPCNT n'a pas pu intervenir suffisamment en amont de la conférence pour obtenir une intervention au programme officiel, ni même dans une session périphérique au programme officiel (side event) ou au niveau du forum des bonnes pratiques (l'Ignite Stage).

Un communiqué en séance plénière le jour de clôture de Myriam MERAD, présidente du Conseil scientifique et pilote de la mission 2, a néanmoins pu être obtenu parmi la quarantaine de communications brèves mises à l'ordre du jour (en annexe)

Ce communiqué a connu un certain succès d'estime dans l'auditoire.

On notera aussi les interventions (cf. annexes) :

- D'Alix ROUMAGNAC dans une session des systèmes d'Alerte précoce (EWS), d'une des conférences préliminaires
- De François GRUNEWALD, qui a pu faire une déclaration hors programme en plénière, qu'il a remise en mains propres à la directrice de UNDRR.

Comme déjà indiqué, l'essentiel de l'action des membres de la mission a consisté en de la veille, dans les conférences qui ont pu être suivies, ainsi que dans les expositions et autres offres du programme, ainsi que du réseautage à l'issue et en périphérie des sessions. Quelques réunions bilatérales ont pu être organisées sur place, pour donner suite à des contacts pris en amont, notamment sur introduction du MEAE ou de nos correspondants à l'UNDRR.

Pour un compte rendu relativement exhaustif et de qualité de la conférence, établi par une ONG en sous-traitance officielle de l'organisation UNDRR, voir <https://enb.iisd.org/global-platform-disaster-risk-reduction-gp2022-summary>

Compte tenu des nombreuses sessions en parallèle, aucun participant ne peut avoir une vue d'ensemble, autrement que par les sessions de clôture très politiques. Même la participation à plusieurs en parallèle donne un aperçu qui reste limité car des rencontres entre participants ont lieu ainsi que des visites de l'espace d'exposition où se trouve aussi l'ignite stage : forum des bonnes pratiques, appellation consacrée d'une animation périphérique à succès organisée par l'UNDRR correspondant à ce que l'on appelle « forum des bonnes pratiques » dans nos ANRN....

A la fin de ce rapport on trouvera les comptes rendus d'actions, impressions et recommandations individuelles exprimées par les 6 membres AFPCNT, dont les 4 membres de la mission, qui ensemble tiennent lieu de compte rendu détaillé.

## VI. RECOMMANDATIONS POST BALI ET ACTIONS DE VALORISATION PAR L'AFPCNT

### RECOMMANDATIONS POST BALI

L'AFPCNT retient de sa mission à la GP2022-BALI une batterie cohérente de 10 recommandations qui présentent aussi l'intérêt très important de faire en sorte que notre action au national bénéficie encore davantage de l'action AFPCNT à l'international.

Les recommandations sont regroupées en deux groupes de mesures cohérentes, à finalités complémentaires :

- **1<sup>er</sup> groupe : développer la posture active de l'AFPCNT en tant que « championne de la mise en œuvre du cadre de Sendai en France ».** Il s'agit là de plusieurs formes complémentaires d'expressions pratiques d'un engagement militant accru pour l'association, qui en s'alignant davantage et dans les faits sur les préceptes développés par l'ONU, autour du cadre d'action de Sendai, devient un acteur de référence crédible en France au niveau associatif. En tant que centre d'excellence associatif pour l'UNDRR en France et pour la coopération avec ses homologues dans d'autres pays, l'AFPCNT se doit d'envisager la mise en œuvre pour elle-même de ces différents dispositifs et d'en être le dépositaire vis-à-vis de l'Etat, des collectivités territoriales et autres acteurs en France. L'objectif sous-tendu par cette série d'engagements est évidemment en premier lieu celui de la capacité française à appliquer dans les délais de 2030 le cadre de Sendai, sous ses divers aspects. C'est aussi pour cela qu'une des recommandations prévoit une interaction accrue avec le segment gouvernemental, pour non seulement contribuer à la défense des intérêts français dans les instances consultatives internationales (sujets spécifiques de ESTAG, IRDR...), mais aussi contribuer à organiser et évaluer la capacité française à mettre en œuvre les objectifs du cadre de Sendai.
- **2<sup>ème</sup> groupe : il s'agit de cinq recommandations « élémentaires » réunies en une recommandation générique, visant à (ré)investir par l'AFPCNT des thèmes et concepts onusiens importants et de plus en plus porteurs, pour se faire la championne de leur introduction et intégration pratique dans la culture du risque en France.** Il s'agit là de cinq grands thèmes actuels de la gestion des risques intégrée<sup>2</sup>, sur lesquels il conviendrait que l'AFPCNT porte aussi ses efforts, pour contribuer à leur intégration dans le bagage à transmettre aux différentes catégories d'acteurs et développer ainsi une culture du risque pour tous, davantage holistique, humaniste et pratique.

#### Les 5 recommandations pour une AFPCNT « championne » et acteur-clé du cadre de SENDAI en France

##### **1. Quelle application du cadre de Sendai en France et en particulier par AFPCNT, prétendant à l'exemplarité en ce domaine ?**

La question de l'application du cadre de Sendai en France se pose clairement et d'autant plus à mi-parcours de son application (2015-2030). Elle n'est certes pas du ressort de l'AFPCNT, mais du gouvernement français. Tout au plus notre association peut-elle apporter son expertise pour contribuer à diverses formes d'évaluation et de rapportage par l'Etat à destination de l'UNDRR, comme

---

<sup>2</sup> Integrated Disaster Risk Management, comme l'association Scientifique internationale éponyme (IDRIM Society) dont l'AFPCNT est membre depuis une dizaine d'années, en participant à plusieurs de ses conférences annuelles (en soutenant la participation de jeunes chercheurs à certaines d'entre elles et en organisant l'accueil d'une édition récente de la conférence annuelle (IDRIM NICE 2019), eu avant la crise COVID...

elle a déjà pu le faire à travers la contribution de certains de ses membres, alors encore dans une position de hauts fonctionnaires d'Etat.

La question de l'application du cadre de Sendai par l'AFPCNT ne se pose donc pas en apparence, puisque ce cadre s'applique aux Etats et non aux acteurs quels qu'ils soient. Néanmoins l'on verra à la recommandation 2 que la société civile (UN Majors Groups) est l'objet d'une attention toute particulière de l'UNDRR pour les amener à s'engager et à interagir avec les Etats dans la mise en œuvre. Et l'on pourrait par extension viser à ce que tous les membres de l'AFPCNT aient « passé le code » du cadre de Sendai, puisque c'est bien dans ce cadre que notre association évolue et s'emploie à en faire la promotion urbi et orbi. Dans le cadre de son projet associatif « sKarabée », l'AFPCNT pourrait développer une sorte de brevet « cadre de Sendai » intégrant aussi d'autres aspects un peu plus techniques de l'approche holistique proposée dans le second groupe de recommandations ci-après.

Cette recommandation est considérée comme :

- Fondamentale pour consolider la posture AFPCNT de champion associatif en France du Cadre d'action de Sendai, avec une pédagogie obligée en la matière, en direction des membres et au-delà,
- Ne nécessitant pas de ressources supplémentaires à celles déjà déployées au niveau des 4 missions, avec une implication particulière au niveau du projet « tous résilients » et lors des missions de participation aux manifestations onusiennes UNDRR
- A horizon de mise en œuvre qui peut être considéré comme immédiat (cf. séminaire stratégie internationale de fin novembre 2022).

## **2. Vers une adhésion (AFPCNT) à la « Partnership and Stakeholder Engagement Strategy » (cf. SEM et ses messages politiques clés, présentés au Forum Politique de Haut Niveau 2022)**

Le Sendai Stakeholder Engagement Mechanism (SEM) est destiné à promouvoir l'engagement de la société civile dans une approche « All Society integrated » de la mise en œuvre du cadre de Sendai. Le nombre d'organisations de la société civile engagées est suivi par l'UNDRR (de l'ordre de 5000 actuellement – informations à préciser concernant la France en particulier). Pour l'AFPCNT, il s'agit de mieux comprendre les tenants et aboutissements d'un tel engagement en direct, ainsi que la responsabilité à le promouvoir parmi ses associations membres. Pour les acteurs du privé, un mécanisme spécifique existe : ARISE, auquel il conviendra également de s'intéresser.

Des contacts exploratoires avec les personnes en charge à l'UNDRR ont commencé depuis le retour de la GP2022. A la faveur d'une récente enquête auprès des organisations de la société civile impliquées dans l'International Day for DRR (IDDRR) l'AFPCNT a pu se faire connaître en direct sur son action en la matière (13 octobre), alors qu'elle n'y était pas encore arrivée en direct sur les sites UNDRR (fait depuis).

Une affiliation au Réseau mondial des organisations de la société civile pour la réduction des risques de catastrophes (Global Network of Civil Society Organisations for Disaster Reduction (GNDR)), réseau comportant quelque 1500 organisations membres), faisant fonction à l'échelle internationale de « focal point » pour les associations en direction du SEM, serait également la conséquence logique d'une décision de s'engager dans le SEM, pour que l'AFPCNT, organisation engagée dans le SEM, puisse communiquer avec ses homologues. De la même façon, il y aurait lieu de s'associer à notre échelle à l'initiative en cours du MRC2030 (Making Cities Resilient) autre initiative porteuse de UNDRR, qui est très importante pour la M3 de l'AFPCNT (cf. p.6)

Cette recommandation est considérée comme :

- Relativement engageante (engagements dans le SEM et dans GNDR) mais très importante pour la dynamique de développement actuel de l'AFPCNT : la référence à l'engagement SEM pourrait devenir une nécessité pour les CPO à venir.
- Ne nécessitant pas beaucoup de ressources supplémentaires :

- En l'absence de cotisation annuelle requise par GNDR, avec d'éventuelles perspectives d'actions en association avec des partenaires GNDR.
- A un horizon de mise en œuvre immédiat, à enclencher avec la prochaine journée du 13 octobre notamment.

### **3. Traduire cette volonté d'engagement par une œuvre d'information / éducative dans le réseau de réseaux et pour la culture du risque**

Cette recommandation consiste en toute la pédagogie à développer autour de la complémentarité des deux recommandations précédentes, à destination des membres comme des réseaux d'acteurs, dans la même logique d'inclusivité et de participation que le SEM lui-même.

Le travail de conception de ces messages ne coule pas de soi et va requérir des efforts d'adaptation à la culture et au contexte français de contenus existants. Il devra s'intégrer en temps utile aux corpus déjà pratiqués sous label AFPCNT pour le développement de la culture du risque dans les différents publics. Ce délai de conception et mise en place peut être de l'ordre d'un an.

A titre de méthode adaptée à l'environnement AFPCNT, on peut suggérer de commencer par dérouler dans cet esprit notamment un certain nombre de sessions spécifiques prévues dans le cadre du cycle EFI-RRC (Rencontres avec les intervenants BXL Office, GAR, RP Genève...)

Cette recommandation est considérée comme :

- Très importante en termes d'application pratique, dans le sillage des deux premières recommandations,
- A un horizon de mise en œuvre d'un à deux ans.

### **4. Expliquer/promouvoir les outils UNDRR de connaissance des risques (SIG et modélisation) et les data**

Cette recommandation recouvre un univers considérable de production de connaissances, qu'a conquis l'UNDRR, en fournissant aux pays nécessiteux des méthodes et outils adaptés (SIG, modélisations, DATA...), qui ont souvent fait leurs preuves, sans intéresser sauf exception les pays développés, davantage liés à leurs acteurs spécifiques du domaine, publics ou privés. Elle ne doit pas être considérée comme relevant seulement du scientifique et technique, mais doit aussi intégrer tout le contenu des recommandations 1 et 2, et leurs incidences sur les pratiques de développement et/ou d'adoption de méthodes et outils venant de l'extérieur.

L'inventaire et l'évaluation de ces méthodes et outils UNDRR revient naturellement à la Mission 2 et au Conseil scientifique, en association potentielle d'intérêts avec les institutionnels de la recherche membres et les opérateurs de l'Etat qui pourront contribuer à déterminer les objectifs à poursuivre et horizon d'atteinte de résultats.

Cette recommandation est considérée comme :

- Très importante pour que la France reste au niveau des pays les plus avancés et contribue à aider les pays moins avancés dans l'appropriation de méthodes et outils opérationnels de connaissance des risques
- Ne relevant pas seulement de l'AFPCNT, compte tenu des investissements en R&D susceptibles d'être mobilisés,
- Offrant à l'AFPCNT et son conseil scientifique de réelles perspectives d'animation scientifique de l'écosystème des acteurs, en cohérence avec son engagement pour la mise en œuvre du cadre de SENDAI.
- Ne requiert pas a priori de ressources supplémentaires, compte tenu des orientations prises,
- A un horizon de mise en œuvre de 2 à 3 ans

### **5. Interaction accrue avec le segment gouvernemental pour contribuer à la défense des intérêts français dans instances consultatives internationales**

Depuis la production en 2011 par le COPRNM d'une stratégie française à l'international en matière de RRC, dont le suivi était confié au COPRNM, aucune initiative remarquable n'a été relevée, même si un certain nombre d'actions significatives ont eu lieu, telles que entre autres (à compléter) :

- la participation française leader dans la création de l'initiative CREWS<sup>3</sup>,
- la nomination d'une experte française à l'European Scientific and Technological Advisory Group (STAG) de l'UNDRR, en la personne de Myriam MERAD, présidente du Conseil scientifique de l'AFPCNT.

Cette dernière nomination a permis de constater certaines lacunes de la participation française dans les fora internationaux sur le DRR, tels IRDR notamment.

Il serait souhaitable de renforcer entre le segment gouvernemental et l'AFPCNT les initiatives d'impulsion et de coordination de l'Etat de façon à rendre globalement plus efficace la représentation des intérêts français dans les instances consultatives internationales

Plus généralement, il faut cultiver l'esprit et la pratique d'une équipe de France RRC, qui permettent aux différents acteurs français de se coordonner à l'approche, pendant et après une manifestation internationale. L'AFPCNT a vocation à jouer son rôle dans l'animation de cette équipe de France, en liaison avec les départements ministériels.

Cette recommandation est considérée comme :

- importante pour l'efficacité d'ensemble de l'action française à l'international en DRR et notamment celle de l'AFPCNT,
- Ne requiert pas a priori de ressources supplémentaires,
- A horizon de mise en œuvre immédiat.

### **Thèmes onusiens importants/porteurs à (ré)investir par l'AFPCNT avec l'objectif de proposer un corpus de connaissances intégrées visant à renforcer la culture du risque en France**

Les cinq recommandations qui suivent correspondent à autant de thèmes majeurs et porteurs du programme de la GP2022 notamment, qu'il conviendrait impérativement de greffer dans une nouvelle approche globale de la culture de risque, au sens de davantage humaniste, qu'il faudrait chercher à développer dans des proportions adaptées selon les différentes catégories d'acteurs. Il n'est pas raisonnable de faire de l'épicerie entre des différents blocs, dont il n'est raisonnablement pas possible d'établir des préférences entre eux. Aussi ces cinq recommandations seront-elles traitées en une seule, qui confère sa cohérence à une approche globale et humaniste de la culture du risque.

**Ces cinq thèmes complémentaires fondamentaux à une culture du risque moderne et humaniste sont donc exprimés en objectifs de comprendre ( détail ci-après) :**

- **Les liens d'interdépendances entre ACC<sup>4</sup>, ODD<sup>5</sup> et RRC,**
- **L'enjeu du BBB et les valeurs ajoutées de la résilience**
- **L'apport des Solutions Fondées sur la Nature**
- **Assurance et résilience économique**
- **Les pertes immatérielles irréversibles, un concept à travailler (Loss & Damage)**

Cette recommandation est considérée comme :

- Assez fondamentale et en cohérence avec la vocation encyclopédiste et pédagogique de l'AFPCNT,
- A horizon de mise en œuvre aussi rapide que possible, en coordination avec la recommandation 3

Commentaires par thème :

---

<sup>3</sup> [www.crews-initiative.org](http://www.crews-initiative.org)

<sup>4</sup> Adaptation au Changement Climatique

<sup>5</sup> Objectifs du développement durable



### **Liens d'interdépendance entre ACC, ODD et RRC, aux niveaux politique, humanitaire, culturel...**

Il faut rendre concret dans l'esprit des gens, le croisement entre ces trois grands thèmes onusiens, que sont les forces Climat, ODD & Risques. Des exemples concrets accessibles peuvent être construits qui parlent aux gens.

Il faut aussi que les associations opérant respectivement sur chacun des thèmes se parlent, pour agir si possible de concert. La nécessité s'en fait toujours davantage sentir, tant à la GP2022 qu'à l'agenda de la COP27, tenue à Charm el Cheik.

Il faut donc pour l'AFPCNT :

- Repérer comment réaliser cette intégration dans le discours pour le public français, en évaluant notamment la portée des discours existant à l'AFPCNT,
- S'articuler de manière plus systématique et opérationnelle avec les ONG de ces thématiques (dont PFE, PFVT, GRET, etc).

### **Mettre en avant le BBB (cf. MCR 2030) et la dimension "Valeur ajoutée de la résilience".**

De même il faut rendre concrète pour le public et son environnement bâti la « valeur ajoutée de la résilience » et les applications du BBB.

Des membres AFPCNT sont déjà bien engagés sur cette voie, tels AQC et MRN notamment. La mission 3 de l'AFPCNT a mis sur les rails un GT BBB et des activités spécifiques avec les OutreMers. Mais la « valeur ajoutée de la résilience n'est pas encore assez sur le devant de la scène.

Il faut donc pour l'AFPCNT :

- Faire connaître la problématique et les voies de solution à l'ensemble de ses membres avec la collaboration des membres spécialisés
- Explorer avec ces membres les voies et moyens de constituer un centre d'expertise de référence sur indices de résilience (Territoires/collectivités - Entreprises - Bâti).

### **Solutions Fondées sur la Nature,**

Des membres de l'association ont été associés dans un projet européen sur ce thème (NAIAD), mais aucun groupe ni même webinaire n'en a résulté au sein de l'AFPCNT.

Le groupe transversal adhoc évoqué ci-dessus, appuyé par des représentants des institutions membres ayant un projet SFN à leur actif devrait pouvoir réunir de manière cohérente les corpus de connaissance.

### **Assurance et résilience économique**

Des membres de l'association sont experts en ce domaine et des éléments d'encyclopédie ont été construits. L'intégration de l'approche économique du coût des risques et des connaissances sur les principes du transfert des risques sont des éléments de connaissance fondamentale utiles à tout un chacun.

Le groupe adhoc procéderait à l'intégration de ces éléments.

### **Les pertes immatérielles irréversibles : un concept à travailler (Loss & Damage)**

Cette question très sensible des pertes immatérielles en général et parmi elles des irréversibles en particulier s'affirme avec les prises de conscience actuelles autour des enjeux de climat et d'énergie. Elle existe sous de formes spécifiques en pays développés, comme a fortiori en pays moins développés et en particulier dans les contrées dont le devenir même est menacé par le changement climatique (cf. notamment les Petits Etats insulaires en développement). Elle émerge encore davantage avec la création d'un fonds dédié à l'issue de la COP 27, même si celui-ci n'est doté que d'un montant symbolique.

Ce thème présente aussi des liens évidents avec le précédent qu'il est important pour tout un chacun de discerner.

Remarque :

Les recommandations proposées ici synthétisent un ressenti pour l'action tiré de la participation AFPCNT à la GP 2022.

Elles n'incluent pas les nécessaires **actions en bilatérale à développer aussi avec les organisations analogues à l'AFPCNT des pays limitrophes** (ex. DKKV, DE, PLANAT, CH) **et francophones** (ex. ONERR, MA)

Sur ce dernier point, il est notamment proposé de reprendre ou développer les relations avec la Belgique et la Suisse (PLANAT).

## **ACTIONS DE VALORISATION PAR L'AFPCNT**

### **1. Une première conférence de restitution de la mission a eu lieu le 12 juillet en hybride**

Après une première partie restreinte aux membres de l'équipe de France qui ont participé à la mission, l'essentiel de cette première conférence était placé sous le signe d'une session spéciale « Mise en œuvre du cadre de Sendai » du cycle de webinaires AFPCNT et l'association IDEFFIE sur l'Expertise Française à l'International en Réduction des Risques de Catastrophes<sup>6</sup> (EFI-RRC) lancé en 2021 et qui vise à inviter pour se présenter et discuter avec eux des experts français œuvrant à l'international dans différents aspects de la RRC.



<sup>6</sup> <https://afpcnt.org/nosmissions/cycle-expertise-francaise-a-linternational-en-reduction-des-risques-de-catastrophes-efi-rrc/>

Session spéciale « Equipe de France de la RRC dans la coopération internationale » à la suite de la récente « Global Platform » récemment tenue à Bali par l'UNDRR et le gouvernement indonésien. Réunion organisée dans le cadre du cycle coanimé par les associations AFPCNT et IDEFFIE sur « Expertise Française à l'International dans le domaine de la Réduction des Risques de Catastrophes (EFI-RRC) »

**Invitation à une conférence-débat publique**  
**Restitution de la mission Global Platform 2022 à Bali**

Le 12 juillet 2022 de 15 H30 à 17 H  
12, rue Villiot 75012 – Salle du comité



Six membres de l'AFPCNT ont fait partie de la délégation française à la 7<sup>ème</sup> édition de la Global Platform 2022, qui s'est tenue à Bali du 23 au 28 mai. Réunissant quelque 4000 participants (moitié en présentiel, moitié en distantiel), l'édition 2022 aura été un extraordinaire lieu d'échanges coopératifs et de revue d'avancement des chantiers intégrateurs et transversaux de la réduction des risques de catastrophes (Multi-Hazard Early Warning, Reconstruction, Stakeholder Engagement, Build Back Better, Risk Transfer and Prevention Financing, Loss Data Sharing, etc)

**Intervenants :** Les membres de la délégation française à Bali

**Discutants :** Anne-Marie LEVRAUT, Vice-présidente déléguée de l'AFPCNT et  
Cyril BOUYEURE, président de IDEFFIE.

**Programme**

- Présentation de la délégation française à Bali : Introduction par Paul SHILLING
- Présentation et conclusions du rapport de la mission AFPCNT à Bali  
Philippe GARNIER – François GRÜNEWALD – Sarra KASRI – Myriam MERAD – Roland NUSSBAUM – Alix ROUMIGNAC.
- Discussion autour du rôle des plateformes globales et la manière dont la position française est portée à l'international.

**Prière de s'inscrire sur le lien ci-dessous**

<https://www.helloasso.com/associations/association-francaise-pour-la-prevention-des-catastrophes-naturelles/evenements/invitation-a-un-debat-mission-4-delegation-francaise-a-la-gp2022-bali>

**Lien de la réunion en distantiel:**

<https://afpcn.my.webex.com/afpcn.my/j.php?MTID=m3935d037918eadd9840803bbe718a8b>

Numéro de réunion: 2373 393 9807 - Code d'accès: gpR3CMgkq22



**2. Une seconde conférence de valorisation, tenue le 9 septembre en hybride, avec la participation de représentants de l'UNDRR et de personnalités françaises**

Soutenue par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et le ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires ; et dans la suite de la conférence de restitution de sa mission à la Plateforme mondiale pour la réduction des risques de Bali une conférence-débat a été organisée, son intitulé : « Gestion globale des risques climatiques et de catastrophe en vue de la mise en œuvre du Cadre de Sendai 2015-2030 et de l'Accord de Paris sur le climat ». A cette occasion, des présentations croisées entre des scientifiques, acteurs politiques nationaux et des acteurs de l'international ont pu être discutées.

**Association française pour la prévention des catastrophes naturelles et technologiques (AFPCNT) : Conférence -débat: «Gestion globale des risques climatiques et de catastrophe en vue de la mise en œuvre du Cadre de Se ...voir plus**



## Invitation à une conférence-débat

Vendredi 9 septembre 2022 de 11h à 12h30

Soutenue par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et le ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires ; et dans la suite de la conférence de restitution de sa mission à la Plateforme Globale pour la réduction des risques de Bali organisée le 12 juillet, l'AFPCNT vous invite à la conférence-débat :

### « Gestion globale des risques climatiques et de catastrophe en vue de la mise en œuvre du Cadre de Sendai 2015-2030 et de l'Accord de Paris sur le climat »

#### Intervenants

**Ms. Loretta Hieber-Girardet,**  
Cheffe de la Section Risques, Monitoring et Formation, Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophe (UNDRR)

**Prof. Robert Vautard**  
Directeur de l'Institut Pierre-Simon Laplace

**M. Jean Bacci**  
Sénateur du Var et Membre de la commission parlementaire de l'aménagement du territoire et du développement durable

#### Discutants

**Anne-Marie LEVRAUT,** Vice-présidente déléguée de l'AFPCNT  
**Myriam MERAD,** Présidente du Conseil scientifique AFPCNT



**Lien pour inscription :** <https://www.helloasso.com/associations/association-francaise-pour-la-prevention-des-catastrophes-naturelles/evenements/conference-debat-intervention-madame-loretta-hieber-girardet>

#### Session hybride :

Lien de la réunion webex :

<https://afpcn.my.webex.com/afpcn.my/j.php?MTID=m6f63bcb9cc17115406bfd878067c20f4>

Numéro de réunion: 2367 683 9456 - Mot de passe de la réunion: aMciJfcJ678

Soutenu par :

## **Un séminaire sur la stratégie internationale de l'AFPCNT tenu le 29/11/2022**

Avec les documents de référence sur la stratégie internationale française en matière de réduction des risques de catastrophes<sup>7</sup> et les divers autres éléments d'appréciation établis ou rassemblés par le Misson 4, ce rapport, ainsi que ces premiers échanges de juillet et septembre, ont alimenté un séminaire stratégique de la Mission 4 de l'AFPCNT tenu le 29 novembre 2022. Ce séminaire d'une journée était ouvert à tous les membres de l'association et aux partenaires, sur invitation : il a réuni en hybride une quarantaine de participants dont plusieurs copilotes de la M4, avec des intervenants invités de grande qualité :

- Véronique LEHIDEUX, cheffe du Service des Risques Naturels et Hydrauliques à la Direction générale de la Prévention des Risques du Ministère de la Transition Ecologique (MTE / DGPR / SRNH)
- Tom de GROEVE, Chef d'unité « Risk Management Unit à la DG Centre Commun de Recherches (DG JRC)
- Ghislaine VERRHIEST -LEBLANC, Directrice générale
- Projection d'une vidéo UNDRR de présentation du SEM
- Christian DESPRES, MTE / DSG/ SHFDS / DGPC / PCRC
- Cyril BOUYEURE, Président Cyril BOUYEURE, président de l'association IDEFFIE

Cet événement était destiné à conforter la feuille de route de l'AFPCNT en matière d'action de l'AFPCNT à l'international et en Europe. Par extension, l'ambition est aussi de proposer des pistes d'action à l'équipe de France de la RRC, et de rouvrir un dialogue spécifique de notre association avec la présidence et les membres de notre plateforme nationale pour la réduction des risques de catastrophes (cf. orientations du COPRNM déjà citées). A noter que l'un des deux co-rapporteurs de ce document fondateur pour l'action n'était autre que Roland NUSSBAUM, alors AFPCN et MRN, en collaboration avec un autre rapporteur, qui était un représentant du ministère des affaires étrangères.

### ***Un répertoire des documents de référence et archives de la M4***

Parmi les diverses autres productions récentes de la Mission 4 de l'AFPCNT, citons notamment pour mémoire les autres rapports d'actions telles que :

- Les participations en visio (juillet 2022) à la conférence scientifique internationale de Boulder (USA, Université du Colorado, 47<sup>ème</sup> édition),
- Des collaborations avec le DKKV pour l'animation de diverses actions co-conçues et co-réalisées,
- Les participations plus anciennes à des conférences annuelles de sociétés savantes dans la thématique :
  - o Society for Risk Analysis (SRA) en 2021

---

<sup>7</sup> La Stratégie française à l'international de réduction des risques de catastrophes naturelles - Orientations adoptées par le COPRNM en séance plénière du 10 février 2011  
[https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/COPRNM\\_strat%C3%A9gie%20internationale.pdf](https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/COPRNM_strat%C3%A9gie%20internationale.pdf)

- IDRIM Society en :
  - 2013 : Newcastle upon Tyne (UK) – Interventions (F. GERARD et R. NUSSBAUM) et financement de jeunes chercheurs pour leur participation au concours « Young Scientists » sur poster
  - 2014 – London, Ontario (CAN) – Keynote speech de Roland NUSSBAUM
  - 2017 – Reykjavik (IS) - Financement de jeunes chercheurs pour leur participation au concours « Young Scientists » sur poster
  - 2019 – Nice (FR) – Organisation intégrale de la conférence par l’AFPCN
  - 2021 en visio
- Conférence finale du projet européen LODE (2021).

Un répertoire des documents de référence et archives de la M4 est en cours d’élaboration à destination des membres. Le présent rapport y figurera en bonne place.

Au cours des deux réunions du 12/07 et du 09/09/2022 organisées pour la restitution et le prolongement de la mission de Bali, ont commencé à être discutées les recommandations « post BALI » de la délégation AFPCNT.

L’AFPCNT veillera encore davantage par la suite à intégrer ces valorisations à celles des autres actions menées à l’international, notamment les conférences scientifiques internationales donnant une part aux interfaces science- policy - decision et académiques/praticiens (NHW de l’université du Colorado...) pour constituer des livrables utiles à l’action associative, notamment dans le domaine de la culture du risque et de la résilience.

Un point important sera de faire liaison :

- D’une part avec les membres du dispositif français de mise en œuvre du cadre de SENDAI qui n’ont pas pu faire le voyage : MEAE, RP Genève, MTE/DGPR, AFD, institutions de recherche
- D’autre part de façon plus large avec l’ensemble des membres et sympathisants de l’AFPCNT, de façon à recruter davantage de bénévoles pour s’impliquer dans la Mission 4 et, a minima, d’entraîner une consommation plus forte de son offre d’activités, notamment le cycle EFI-RRC.





**Présentation d'un poster sur la mission Bali durant les assises nationales des risques organisées le 13/10/2022 à Strasbourg**

# De l'international au national : L'AFPCNT à la Global Platform 2022 à BALI

*Réseau de réseaux pluridisciplinaire, plurisectoriel et pluri territorial*

**Philippe Garnier** [garnier.p@grenoble.archi.fr](mailto:garnier.p@grenoble.archi.fr)  
**Sarra Kasri** [sarra.kasri@afpcnt.org](mailto:sarra.kasri@afpcnt.org)  
**Roland Nussbaum** [roland.nussbaum@afpcnt.org](mailto:roland.nussbaum@afpcnt.org)  
**Myriam Merad** [myriam.merad@lamsade.dauphine.fr](mailto:myriam.merad@lamsade.dauphine.fr)

**Association Française pour la Prévention des Catastrophes Naturelles et Technologiques**



L'AFPCNT, une arène de co-conception d'analyses des problèmes et de co-construction de méthodes et de solutions pour des territoires résilients.

## Problématiques - méthodes – objectifs

### Objectifs:

- Faire de la veille stratégique : des enjeux sociétaux, des évolutions des politiques publiques, des sujets scientifiques et des innovations techniques.
- Se connecter avec les autres plateformes nationales et être informé et en contact avec nos homologues.
- Faire remonter les spécificités françaises et partager ce que la communauté nationale a produit comme diagnostic et modalités de gestion des risques.



Cérémonie d'ouverture de la plateforme globale de Bali @ Roland NUSSBAUM



Intervention de Myriam MERAD, Présidente du conseil scientifique de l'AFPCNT, en séance plénière. @Sarra KASRI



Restitution de la mission sous la forme d'une conférence débat en juillet 2022 @Sarra KASRI

## Résultats

Restitution de la mission de la Plateforme mondiale 2022 à Bali avec les interventions de la délégation française:

- Valoriser et faire connaître les travaux de la communauté scientifique et technique.
- Reconsidérer les approches des projets de développement par la focale des risques.
- Développer l'expertise public-privé de l'alerte précoce
- Valoriser les savoirs locaux pour répondre aux défis climatiques et de prévention des risques.
- Questionner le concept « Build Back Better » à l'aune des enjeux climatiques et économiques.

## Applications

- Intervention de Myriam MERAD, Présidente du conseil scientifique de l'AFPCNT, en séance plénière de la Plateforme mondiale à Bali 2022.
- Cycles de conférences-débats.
- Document de vulgarisation sur la dynamique onusienne en réduction des risques de catastrophes (cadre de Sendai).
- Bande dessinée « Rôle de l'acteur associatif dans la création des conditions de la culture des risques et des diagnostics concertés. »

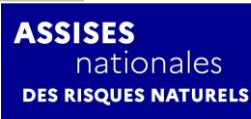


AFPCNT

**Pour en savoir plus :**  
 Rapport de restitution de la mission de Bali 2022 – AFPCNT Bilan mondial sur la réduction des risques de catastrophes 2022 (GAR 2022) (\*1)  
 Cycles de conférences – AFPCNT - Mission 4 (\*2)



Conférences débats organisées par l'AFPCNT



### CONTRIBUTIONS DE CHACUN DES PARTICIPANTS MEMBRES DE L'AFPCNT

Les six contributions de membres AFPCNT apparaissent par ordre alphabétique du nom de leur auteur. Quatre d'entre eux sont des membres personnes physiques ou collaborateurs de l'AFPCNT dont le déplacement a été financé au titre de la mission AFPCNT (Myriam, Philippe, Roland et Sarra). Deux d'entre eux sont des représentants de membres personnes morales de l'AFPCNT, au premier titre desquelles ils ont participé à la GP2022 dans la délégation française (Alix et François).

**Contribution de Philippe GARNIER, enseignant-chercheur à l'École d'architecture, Université de Grenoble-Alpes, membre de CRAterre, membre du conseil scientifique de l'AFPCNT, copilote de la mission 4**

Mon point de vue et mes impressions sont celui d'un architecte à la fois chercheur et praticien à travers, d'un côté, le travail au sein de l'unité de recherche AE&CC de l'ENSA de Grenoble (et du projet en devenir de Risk Institute de l'UGA) et l'association CRAterre, nouveau membre de l'AFPCNT, qui intervient en accompagnement des humanitaires dans le domaine du post-désastre et de la RRC. Par ailleurs, je suis membre de l'association à titre personnel depuis une douzaine d'années, de son Conseil Scientifique depuis 5 ans et en copilotage de la mission Internationale. Ce qui explique les raisons de ma présence au sein de la délégation à cette occasion.



Cette 7<sup>ème</sup> session de la Plateforme globale (GP2022) pour la réduction des risques de catastrophes s'est tenue à Bali (Indonésie) du 23 au 27 mai (<https://globalplatform.undrr.org/>) co-organisée par l'UNDRR et le gouvernement de l'Indonésie, dans un contexte bien particulier qui est celui de la pandémie mondiale. Cette problématique est d'ailleurs fortement reflétée par sa thématique : "Du risque à la résilience : vers le développement durable pour tous dans un monde transformé par la covid-19". Le constat est sans appel : cette pandémie a mis à mal non seulement des décennies de « développement » mais aussi les efforts consentis par les uns et les autres dans le cadre de la RRC au cours des dernières années. Les effets combinés de la covid et du changement climatique ont été plus que des freins au progrès dans le domaine de la RRC.

Au-delà de l'objectif de faire un point à mi-parcours de la mise en œuvre du Cadre de Sendai (2015-2030) et de présenter le Global Assessment Report on Disaster Risk Reduction (GAR2022) qui, dans la continuité du dernier rapport du GIEC, pointe à nouveau l'urgence et le grand danger de la situation actuelle, l'ensemble met en évidence la convergence des agendas de la Réduction des Risques de Catastrophes (RRC), l'Adaptation au Changement Climatique (ACC) et des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Par ailleurs, il me semble ressortir à l'utilisation de ma grille de lecture et ma participation à divers échanges lors de la GP2022 que les points les plus mis en avant sont :

- la nature systémique des risques,
- la nécessité d'adopter une approche multirisque, inclusive et participative requérant l'implication de l'ensemble des parties prenantes depuis les décideurs jusqu'aux citoyens, de la communauté scientifique et des experts pour pouvoir espérer atteindre les objectifs fixés dans la cadre du Sendai.

Il a donc été particulièrement question, à mon sens, de continuer à **renforcer la prévention, la culture et l'information sur les risques, d'associer science, technologie, innovation et savoirs locaux, de développer les solutions basées sur la nature et de soutenir le Build Back Better, de penser localisation, genre et inclusivité pour aller vers une société plus résiliente.**

La GP22 m'a permis de rencontrer et discuter avec diverses délégations et représentants d'institutions, en particulier, la délégation officielle du Népal dont l'un des membres sera présent sur Grenoble début juillet pour visiter plusieurs laboratoires et discuter de futures collaborations dans le cadre de l'institut des risques de l'UGA.

Nous avons aussi eu des échanges très intéressants avec le directeur de la sécurité civile haïtienne et sa délégation ainsi qu'avec d'autres représentants (Allemagne, Belgique, Liban, Inde, Indonésie, Gabon, etc.) ainsi que des représentants d'institutions internationales (UNDRR, WFP, ADPC, etc.). Il est à noter enfin une forte présence de l'Afrique et j'ai pu assister à une des séances de travail très intéressantes avec un effort de structuration au niveau du continent.

Il a été noté une présence très forte, sans surprise, des pays de la sous-région (Sud-Est Asiatique), mais aussi du Pacifique, où la délégation australienne en vue de la future conférence de Brisbane (Asia-Pacific Ministerial Conference on Disaster Risk Reduction, septembre 2022) a été très présente et très active. Cela devrait nous interpeller sur notre positionnement au niveau du GT Outre-Mers et au niveau MEAE.

Il conviendrait dans le cadre de la future restitution et des échanges du mois de juillet d'identifier des priorités et faire un plan d'action.



Ma participation au sein de la délégation de l'AFPCNT à la GP2022 a fait l'objet d'une restitution sous forme d'article dans la prochaine newsletter du Risk Institute de l'UGA et d'une information à la communauté scientifique grenobloise et de ses partenaires de la session de restitution prévue le 12 juillet prochain.

**Contribution de François GRÜNEWALD, coordinateur du réseau RePR des ONG françaises agissant en RRC, directeur à l'URD, personne morale membre de l'AFPCNT**

(texte repris d'une partie consacrée à un « point sur BALI » dans une réunion du réseau RePR tenue le 12 juin)

De facto, et dans la suite des conférences de Sendai et de Cancun, le réseau RePR est très bien intégré dans la délégation en format « Equipe France ».

Notre « position paper » préparé avant la conférence sur la base du travail du GT conjoint « environnement/changement climatique et action humanitaires » réunissant les ONG (dont les membres de RePR), le CDCS, DGM (clem), NUOI et le MET a été largement distribué dans les stands des ONG et auprès de nombreuses délégations (Suisse, Australie, Allemagne, UK, Liban, Népal, Colombie, Niger). François Grunewald a pu le présenter en plénière et l'a donné de la main à la main à la directrice du UNDRR, Mami Matzutori, et au chef de l'aide Suisse, Manuel Bessler.



Ce qu'il ressort de la conférence :

- Importance de la démonstration des ONG de l'importance de la prise en compte de leur empreinte carbone dans leurs interventions. Les acteurs du DRR, concernés en première ligne par les effets du changement climatique se doivent d'être exemplaires
- Importance des efforts de gestion des crises environnementales notamment liées aux changements climatiques : anticipation, prévention, préparation aux risques et amélioration de la réponse. Les outils de type « forecast based financing », le positionnement, le renforcement des capacités des acteurs locaux (protections civiles, ONG, acteurs municipaux) sont essentiels. Travailler sur l'ensemble de la gestion des risques de manière coordonnée est fondamentale et demande une forte implication de l'ensemble des bailleurs de développement. **Une petite vidéo des résultats de Bali sera postée sur site REPR.**

## Contribution de Sarra KASRI, chargée d'études à l'AFPCNT, docteur en architecture et en gestion des risques

A la différence des grands forums politiques et des colloques internationaux scientifiques, la « Global Platform » 2022 a rassemblé, pendant cinq jours, des politiques (diplomates), des scientifiques et des experts opérationnels des secteurs publics, privés et du monde associatif. Durant cette brève période, des négociations interétatiques préparatoires ont lieu, des échanges de bonnes pratiques sont effectués et des réseaux sont amorcés ou consolidés.

A mi-parcours de la période de la mise en œuvre du cadre d'action de Sendai, la GP2022 à Bali a la vocation de permettre aux Etats et aux parties prenantes de faire l'état des lieux de l'implémentation des 4 priorités de ce dernier.

Plusieurs pistes peuvent être dégagées, elles convergent toutes vers le même principe : « Moving beyond saving lives » (Aller au-delà de la sauvegarde des vies humaines) ; en d'autres termes, la nécessité de sortir des approches centrées sur la catastrophe et la gestion de l'urgence pour mieux penser la prévention, la résilience et donc le développement dans un contexte de changement climatique.

### **Changement climatique versus gestion des risques de catastrophes :**

Il n'est plus à démontrer que la récurrence des catastrophes d'origine naturelle est en lien direct avec l'activité humaine, de même que le changement climatique. Cependant, pour des raisons historiques les réflexions autour de ces problématiques sont structurées par silos à la fois à l'échelle internationale mais aussi nationale. En dépit de ce constat, les concepts émergents sont partagés à l'instar de « l'adaptation », « l'atténuation », « la résilience », « les solutions basées sur la nature »...

Il semble donc important de réfléchir aux interfaces entre changement climatique et gestion des risques de catastrophes, du point de vue scientifique mais essentiellement opérationnel et de mettre en place les arènes et les mécanismes nécessaires à ces réflexions.

### **La résilience comme créatrice de valeur :**

En dépit du fréquent appel à la résilience et de l'engouement autour du concept « Build Back Better », une nécessité de les rendre opérationnels s'est exprimée. Plusieurs pistes ont été esquissées, principalement proposées par la sphère économique et des finances. Dans ce sens, une proposition d'indexer l'investissement des projets à la valeur de gain en résilience a



été présentée (R. Wessiling, intervention GP2022 -25/05). L'envergure des projets reste à définir eu égard aux contraintes imposées par les portefeuilles des fonds d'investissement, qui ne s'intéressent qu'aux projets de grande échelle.

Dans le prolongement de la résilience, nous pouvons citer le concept émergent des solutions basées sur la nature, qui ont un attrait croissant auprès des financeurs, mais aussi des politiques publiques. Cependant, une alerte a été exprimée au sujet des dérives du Green washing ou du blanchissement vert ; ainsi que certains obstacles ont été énumérés à savoir : la crédibilité, la diversité du financement, l'inclusion, le décroissement, l'adaptation au contexte et enfin le dialogue public/privé. Ce qui nous invite à penser aux référentiels et aux évaluations des projets basés sur la nature. A notre connaissance, une proposition de référentiel va être publiée prochainement par le ministère de la transition écologique.

Concernant le projet MCR2030 : « Making Cities Resilient 2030 », cette initiative est dans le prolongement du premier programme lancé par l'UNDRR en 2010 : MCR « Making Cities Resilient ». L'intérêt de ce programme est dans son architecture transversale. En effet, le MCR 2030 englobe les objectifs de la réduction des risques de catastrophe (RRC), du changement climatique, du développement durable (ODD) et de la résilience urbaine. De plus, s'intéressant à l'échelle des villes, les enjeux de ce programme consistent dans l'identification et le soutien, à l'échelle locale, des bonnes pratiques environnementales, sociales et de gouvernance. Le défi étant de passer de l'échelle internationale de l'UNDRR vers l'échelle locale des villes et des collectivités françaises. Dans ce sens, des discussions entre des responsables du bureau régional de l'UNDRR – Europe et l'AFPCNT ont abordé les possibles mécanismes de collaboration pour faciliter la mise en œuvre de ce programme. Le soutien du ministère de la transition écologique nous semble indispensable pour porter cette dynamique et permettre ainsi de construire un réseau ou un « Cluster villes résilientes ».

Par ailleurs, cette initiative peut converger avec les réflexions du groupe de travail BBB piloté par Bernard Guezo. Et à l'instar « des solutions basées sur la nature », un objectif de référentiel BBB est à atteindre à travers une large concertation des professionnels de la fabrique et de la gestion des villes.

### **La nécessité d'une collaboration efficace entre politiques (diplomates), scientifiques et opérationnels :**

La délégation française présente à Bali était constituée de professionnels de plusieurs horizons, ce qui a permis de croiser différents regards sur les mêmes problématiques, ces échanges constituent un enrichissement mutuel des pratiques et des cadres de pensée. En effet, ni les enjeux, ni le vocabulaire sont les mêmes entre un diplomate, un académique, un entrepreneur ou un acteur associatif.

**Contribution de Myriam MERAD, directrice de recherches au CNRS – Université de Paris Dauphine – LAMSADE, présidente du Conseil scientifique et pilote de la mission 2 de l'AFPCNT**

Les journées de rencontre de la plateforme mondiale ont été l'occasion d'écouter et de participer aux échanges autour de thématiques d'actualité et de thématiques en vogue dans le domaine de la prévention des risques de catastrophe.

Ces thématiques ont été nombreuses allant de paradigmes et de concepts prônés (ex. Build Back Better, adaptation, resilience, sustainability responsible development, nature based solutions, inclusivness, ...), de retours d'expériences partagés tout au long

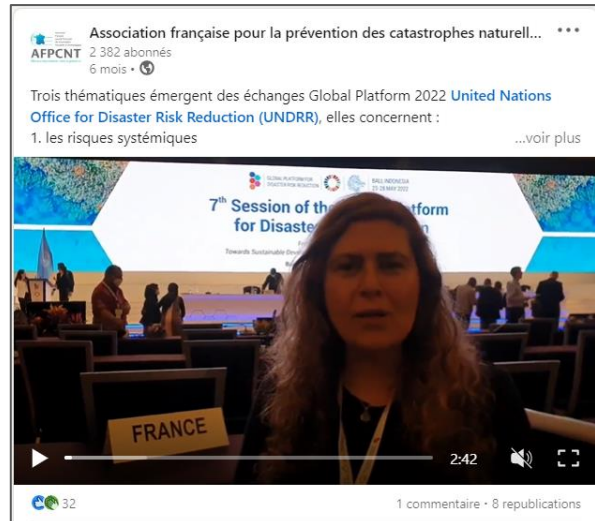
du cycle de la prévention des risques de catastrophe (ex. préparation à la gestion, gestion de crise, implication des publics et des parties prenantes, ...), d'annonces d'agenda politiques des pays et de collaboration entre les pays, ainsi que de tentatives de partage d'un certain nombre de sujets de préoccupation.

Ces sujets de préoccupation sont de deux ordres : les « récurrents » et les « nouvelles tendances ».

Les « sujets récurrents » portent sur les méthodologies, les méthodes et les outils en appui à la prévention des risques de catastrophe, l'alerte précoce, la gestion de crise et la gestion de l'urgence, les mécanismes d'assurances et de réassurances, la culture du risque, l'aménagement du territoire, les mécanismes de retours à la normal post-catastrophe, ...

Les discussions autour de ces sujets mettent en évidence la grande hétérogénéité dans la formalisation des métiers et des vocabulaires dans ce domaine. Ainsi, de nombreuses « erreurs » et de nombreux « écueils » demeurent. Il en est ainsi des confusions récurrentes entre risque de catastrophe et crise, aléa et risque, analyse probabiliste des risques analyse de risque, communication des risques et résilience, concertation et dialogue citoyen, .... La disparité des niveaux de connaissance sur ces sujets parmi les participants donne une illusion de stagnation, voire de régression des communautés de pratiques. Cette illusion pourrait être nuancée si cet évènement venait à être considéré plus comme un évènement politique, qu'un évènement scientifique-politico-pratique.

Les sujets dits « nouvelles tendances » sont de différents ordres. Ceux mis en lumière, ou redécouverts, par la crise COVID-19 et ceux renforcés par le nouvel agenda pour relever les défis soulevés par le changement climatique. Ces tendances prennent la forme d'invitation à de plus fortes mobilisations vers :





- la systématisation de la déclaration de données autour de la prévention des risques de catastrophe et de la gestion des crises ;
- l'intégration multi-acteurs, multirisques, multi-aléas, et multi-vulnérabilités dans les processus d'identification, d'évaluation, de gestion et de gouvernance ;
- la prise en compte des risques de catastrophe dans les prises de décision.

Ces tendances, quoique révélatrices de besoins réels, sont aussi symptomatiques d'illusions auxquelles sont sujettes les sciences et les pratiques dans le domaine des risques et des crises :

- A. L'illusion que plus de données va améliorer les pratiques de gestion des risques ;
- B. L'illusion que l'intégration des systèmes va améliorer de facto l'efficacité des dispositifs de prévention des risques de catastrophe et de la résilience.

Ces constats et ces tendances nous amènent à mettre en évidence trois axes de réflexion, de travail et de recherche pour la communauté AFPCNT :

- I. Renforcer les liens entre les sphères de la recherche, de l'expertise et de la décision.  
Ce renforcement, au cœur de notre association se met en place organisationnellement par la richesse et la diversité des membres personnes physiques et personnes morales de notre association et l'équilibre entre une organisation centralisée et décentralisée sur les territoires.  
D'un point de vue scientifique et technique, ceci soulève de nombreux défis :
  - (a) Repenser les formes organisationnelles et de gouvernance des risques et des résiliences et les périmètres de responsabilité et de compétences en matière d'analyse, de gestion et de gouvernance des risques pour être prévoyant et faire face à l'émergence de poly-crisés.
  - (b) Analyser les modalités de prise en charge des risques systémiques, des risques suspectés, des risques incertains et émergents dans la prévention des risques de catastrophe et la gestion de crise. Ceci a pour conséquences de construire de nouvelles formes de collaboration entre des organisations publiques et des centres de recherches, ainsi que de nouvelles formes de partenariat public-privé.
  - (c) Renforcer les recherches et les expériences opérationnelles d'analytique des expertises scientifiques, des politiques publiques et des processus de décision en matière de prévention des risques et de gestion des crises. Ceci implique un renforcement des réflexions et des travaux œuvrant à une meilleure analyse des données publiques et privés et à une plus grande inclusion des parties prenantes.
- II. Renforcer l'inclusion et la participation des acteurs et des parties prenantes pour une meilleure prévention des risques de catastrophe et pour une résilience responsable et soutenable.

Ceci signifie qu'il est temps de repenser et de mieux raisonner les investissements (Homme/mois, euro, organisation, ...) de prévention et de réparation pour faire face à l'accroissement d'occurrence d'aléa et pour réduire et agir sur nos vulnérabilités structurelles.

III. Sortir des discours « catastrophistes » et œuvrer à initier une culture de la soutenabilité et de la responsabilité sociétale.

Ainsi, bien qu'il soit nécessaire de maintenir un « pessimisme de la raison », en alertant sur les risques tendanciel et conjoncturels, construire une « culture de la peur » n'a jamais été positif pour l'action collective : la peur inhibe et fragilise nos démocraties.

La mobilisation se construit toujours autour d'un projet commun (affectio societatis), en créant ainsi un « optimisme du cœur », où les prises à l'action sont rendues possibles sur des projets de développement des territoires, des filières et de la nation.

**Contribution de Roland NUSSBAUM membre du Bureau et pilote de la mission 4, coordinateur de la mission AFPCNT**

Cette contribution comporte deux parties :

- Les observations liées aux éléments de fond qu'il m'a été donné de capter en tant que participant à ces cinq jours de conférence à Bali. L'objet n'est pas là de documenter les sujets évoqués, mais seulement de souligner leur présence au programme et d'en mesurer l'intensité, ainsi que le cas échéant la manière dont ils ont été traités, pour **susciter des propositions d'actions pour l'AFPCNT à discuter lors de la restitution en juillet et puis du séminaire stratégique (texte en bleu).**
- Et pour terminer, encore quelques impressions, complémentaires à celles figurant déjà dans le rapport général, exprimées en tant qu'organisateur de la mission sous ses différents aspects et tirées de l'expérience de participation aux deux dernières WCRRR (Kobe et Sendai) ainsi qu'à la plupart des GPs, et notamment les dernières à Genève, en 2019 et 2013, dans le but de se situer dans une perspective évolutive, tant sur le contenu que sur l'efficacité de la participation AFPCNT.

**1. Ce que j'ai rapporté pour l'AFPCNT de ma participation à la GP-2022 – BALI**

Fonction de mes choix sur le programme et des possibilités effectives de les suivre, j'ai assisté :



- a) A deux d'entre les conférences préliminaires (partiel, également conférence EWS) :
  - Stakeholder Engagement Mechanism (dont en particulier les segments ARISE et MEDIA).
  - 5<sup>ème</sup> World Reconstruction Conference.
- b) A certaines sessions du programme général de la GP, ainsi que quelques side events et learning labs, et aussi les espaces d'exposition et de présentation accélérée (ignite stage).

Les thèmes porteurs que j'ai retenus sont, avec pour chacun, quelques suggestions d'instruction pour l'AFPCNT (en caractères bleus) :

**1. La nécessaire prise en compte de toutes les parties prenantes et la dynamisation de leur engagement dans la community based governance (sujet au centre de l'actualité pour le nouveau projet associatif de l'AFPCNT).**

A. **Stakeholder Engagement Mechanism** – un mécanisme onusien très important avec depuis Sendai une action explicite et centrale : The partnership and Stakeholder Engagement Strategy, [https://www.preventionweb.net/files/61909\\_partnershipengagementstrategy.pdf](https://www.preventionweb.net/files/61909_partnershipengagementstrategy.pdf). Ce dispositif doit interpeller à plusieurs titre l'AFPCNT en tant que composante société civile multi-acteurs de la plateforme nationale RRC. On notera que le périmètre d'enveloppe de ces Majors Groups sem le encore fluctuant à l'ONU, selon les thèmes et les agences onusiennes traitantes. On parle aujourd'hui des 17 Groupes Majeurs et autres parties prenantes.

(SEM - <https://www.undrr.org/implementing-sendai-framework-partners-and-stakeholders/stakeholder-engagement-mechanism> )

- Build an inclusive and broad movement for the implementation of the Sendai Framework;
- Create avenues to influence policy design and implementation;
- Strengthen citizen-led and social accountability mechanisms;
- Promote coordination, information exchange and harmonization between stakeholder groups.

Lors de la participation aux animations du SEM pendant la conférence, il a été procédé, à titre exploratoire, à une demande d'affiliation sur le site UNDRR, qui permet de recevoir les mails. L'UNDRR a du reste établi une liste de « Stakeholder Group Focal Points<sup>8</sup> », qui fait apparaître le Global Network of Civil Society Organizations for DRR (GNDR) comme point focal naturel pour l'AFPCNT.

Il est proposé que la mission 4 de l'AFPCNT prenne langue avec les personnes en charge de cette action à l'UNDRR pour accentuer le niveau d'informations déjà recueillies sur le site et lors de ces sessions dédiées à la GP2022 et établir des contacts avec les porteurs de bonnes pratiques.

Concrètement il s'agirait notamment de :

- a) Etudier de façon approfondie le document « Partnership and Stakeholder Engagement Strategy » dans une optique de proposer d'aller vers une adhésion

<sup>8</sup><https://globalplatform.undrr.org/sites/default/files/inline-files/GP2022%20Stakeholder%20Focal%20Points%20final.pdf>

avec le dispositif (relative si possible à l'ensemble ou seulement certains segments de parties prenantes tels que ARISE, etc). La décision pourrait être prise collectivement lors du séminaire stratégique de la mission 4, avant ratification par la gouvernance.

- b) Parmi les renseignements importants à recueillir auprès de UNDRR, il s'agirait de savoir pour la France combien d'organisations et lesquelles ont spontanément fait la démarche d'adhérer à ce mécanisme d'engagement et parmi ces dernières <https://globalplatform.undrr.org/sites/default/files/inline-files/GP2022%20Stakeholder%20Focal%20Points%20final.pdf> combien et quelles collectivités dans le « Making Cities Resilient Campaign » (MRC, dont Sarra KASRI fait également pat dans sa contribution). L'UNDRR affiche avoir actuellement 384 membres dans 75 pays engagés dans le SEM.

L'objectif pour notre association serait évidemment de faire liaison solidaire avec les organisations déjà engagées en direct et de les associées de manière privilégiée aux manifestations, en les invitant à adhérer, selon un statut à préciser d'ambassadeurs. Ceci vaut bien sûr aussi pour les organisations qui viendraient à déclarer leur engagement par la suite : pour l'UNDRR et la plateforme nationale DRR, l'AFPCNT devrait être un facilitateur d'engagement SENDAI... Ce serait bien le moins dans sa contribution effective à la mise en œuvre du cadre de SENDAI en France.

- c) Etudier la possibilité de faire adhérer l'AFPCNT au GNDR Global Network for Disaster Reduction (GNDR), qui entend constituer le « réseau des réseaux » à l'échelle internationale et qui agit notamment comme focal point du SEM. Un contact informel a été pris sur place avec le secrétaire général du GNDR. La question des adhésions internationales de l'AFPCNT doit également être abordée globalement lors du séminaire stratégique de la MR, pour sortir d'une situation où ces démarches avaient lieu de manière opportuniste. Ainsi en son temps, avec le soutien de Paul Henri BOURRELIER alors président du CS, sur la proposition de Roland NUSSBAUM, l'AFPCN avait-elle concrétisé son adhésion à IDRIM Society, ce qui lui a permis d'entrer dans un réseau international scientifique ayant à cour l'application, puis d'être l'organisateur hôte d'une conférence annuelle, quelques années après.
- d) Il conviendrait aussi d'établir une liaison permanente entre la mission et la mission 4 de façon à établir les passerelles utiles sur les questions en France et à l'étranger de catégorisation, d'acceptation et plus encore de particularités d'association ou de recrutement au sein des catégories d'acteurs et des « réseaux de réseaux ».

- B. Segment acteurs privés (ARISE - Le réseau des acteurs privés engagés dans le cadre de Sendai - <https://www.ariseglobalnetwork.org/> )** : une session spéciale du réseau global des acteurs du secteur privé s'est tenue dans le cadre du cycle SEM. <https://www.ariseglobalnetwork.org/> en tant que composante historique très importante et active des Major Groups de UNDRR. A noter qu'en France, les sociétés AXA, CCR, VINCI, de même que l'association MRN, ont adhéré à ARISE depuis plusieurs années (juste avant SENDAI pour la plupart).

L'AFPCNT ayant vocation à accueillir en son sein davantage d'acteurs du secteur privé, il est naturel et non contradictoire que celle-ci se rapproche d'ARISE en plus du SEM. Il est proposé que la mission 4 porte la candidature de l'AFPCNT à ARISE, si ce dernier

confirme son ouverture à des participants non directement du secteur privé, mais intégrant en son sein divers acteurs du privé.

- C. Segment MEDIA :** Cette session spécialisée a donné lieu à la rédaction en commun d'un intéressant communiqué issu de la GP « Media Statement for DRR » : <https://globalplatform.undrr.org/publication/media-statement-disaster-risk-reduction>

Dans la logique même du nouveau projet d'association, il serait opportun que l'AFPCNT s'emploie à établir une passerelle entre le niveau français des associations de journalistes et de média (Association des Journalistes pour l'Environnement) et ce niveau de coordination et d'échanges internationaux. La participation dans l'AFPCNT d'un professionnel du domaine serait un plus. Il semble que notre membre URD, animateur du réseau RePR, ait pu accomplir des progrès en ce sens (voir avec François Grunwald).

- 2. L'amélioration continue et l'expansion des usages des « Risk Metrix & Modeling » et du « Loss Data » :** segment toujours très présent, en raison notamment aussi de l'investissement spécifique de l'UNDRR dans la construction et la promotion d'outils à l'usage des pays demandeurs de méthodes et outils clés en main (cf. DESINVENTAR).

La France ne semble pas avoir l'utilité des modèles d'analyse quantitative de l'exposition aux risques développés par l'UNDRR, ce qui semble la mettre à l'écart du partage d'informations et de bonnes pratiques en la matière.

Il est peut-être du devoir de l'AFPCNT de voir avec ses partenaires institutionnels si sa vocation n'est pas aussi d'animer un groupe de liaison entre les acteurs qui interviennent dans le domaine. Point de débat à mettre à l'ordre du jour du séminaire de stratégie internationale.

La France n'est pas demandeur des outils onusiens, disposant de développements propres, mais l'expérience a montré (SENDAI 2015, side event, diverses conférences scientifiques) que les bonnes pratiques françaises (cf. ONRN et observatoires régionaux) gagnent à être challengées en présentation dans un cadre international. L'AFPCNT peut jouer un rôle moteur de metteur de relation voire d'ambassadeur en la matière. Dans l'espace d'exposition, des contacts ont été pris avec certains acteurs du domaine (Observatoire des risques Indonésien notamment) et pourraient être approfondis, à la faveur d'un stage par exemple.

- 3. Les Housing Resilience Indexes, resp. Business Continuity Indexes :** l'on est dans une des applications les plus populaires des risk metrix et loss data dans les deux grandes catégories d'enjeux économiques (habitat et entreprises). On notera que la labellisation des territoires (collectivités notamment), à une échelle plus macroscopique que celle des enjeux unitaires (maison) ou économiques (entreprise), n'est pas encore mise en avant dans ces réunions internationales, sans doute en raison de la sensibilité politique de l'exercice, où se retrouvent davantage des cercles de collectivités engagées selon un cahier des charges (Global Alliance of CITIES...). C'est également un domaine où développent en France des outils sans référence à ce qui se fait ailleurs.

Avec ses membres intervenant dans ce domaine (AQC, MRN, RESILIENCE France, RESILIANCE, etc), l'AFPCNT peut contribuer à établir des passerelles avec les réseaux internationaux du domaine et certaines bonnes pratiques. Ce point est également traité par Sarra KASRI.

- 4. Les Nature Based Solutions et Le Loss and Damage Mechanism (COP Varsovie) :** La poussée du rôle que peuvent jouer les écosystèmes dans une réduction à long terme de l'exposition et de la vulnérabilité va croissante. Des initiatives très spectaculaires existent (cf. photo ci dessous d'une intervention remarquée à la GP2022). Comme elle a déjà commencé à le faire lors d'une session de son cycle EFI-RRC, l'AFPCNT se doit de contribuer à porter la thématique des NBS, qui fait entrer de bonne façon l'environnement dans la culture du risque. C'est un effort à très long terme auquel il faut participer. Pédagogiquement, la GP2022 a remarquablement établi le lien avec le Loss and Damage mechanism, en permettant de toucher du doigt le fait que pour des populations affectées différemment par des désastres, la participation et la prise en compte des droits humains sont cruciaux.



Dans un groupe de liaison adhoc à créer et avec l'aide de ses adhérents institutionnels experts du domaine notamment (BRGM, CCR, INRAE...), l'AFPCNT devrait approfondir ce sujet clé à l'échelle internationale en l'explorant plus financièrement au niveau national, en métropole et dans les outre-mers. Il est en effet très satisfaisant qu'un sujet à ce point porté par l'UNDRR notamment et déjà traité de manière assez systémique dans un projet européen par des adhérents de référence (NAIAD) ne puisse connaître une instruction dans la durée à la hauteur des enjeux. Concrètement c'est un sujet consubstantiel de la culture du risque et contributif de la résilience, qui doit entrer dans les programmes et les messages dont l'AFPCNT doit contribuer à l'intensification d'une diffusion plus efficace vers la société civile... Un cycle de webinaires pourrait être mis en place, pour amorcer un processus de communication – formation plus ambitieux.

- 5. Le thème « integrated Insurance » :** la présence de l'assurance va toujours croissante dans les programmes de l'UNDRR, sans pour autant que les assureurs n'y soient présents eux-mêmes, étant donné le caractère général, davantage « policy » de l'orientation de ces conférences. Les nouveaux thèmes évoquent notamment



l'assurance des infrastructures critiques et le rôle des NBS comme substitut à l'assurance, en reprise du thème notamment travaillé en amont par le projet européen NAIAD, dans lequel participaient trois membres de l'AFPCNT (CCR, BRGM, INRAE).

Comme le NBS, ce sujet connaît un ancrage systémique dans notre société, plus ancien certes. Sa mise à l'agenda global pour le développement de la résilience suggère que comme les NBS, à tout le moins, la question insuffisamment comprise du « transfert de risque », dans ses finalités comme dans ses applications pratiques, soit intégrée dans les programmes de développement de la culture du risque des différentes catégories de parties prenantes. L'implication de l'AFPCNT, avec les missions 2 et 3 qui ont déjà inscrit à leur feuille de route un groupe assurances, dépendra en premier lieu d'une consultation de ses membres français du secteur : CCR et France Assureurs / MRN. Toutefois ces derniers ont eux-mêmes leurs relais et représentations à l'international et en Europe.

Sur ces deux derniers points notamment et en relation avec le projet d'association, en lien avec le projet d'encyclopédie déjà initié en interne, il conviendrait de développer un « comité de programme » visant à exprimer les contours recherchés pour les contenus de culture du risque qu'il est prévu de dispenser selon les différents modes d'action déjà déployés et à venir. Pour sa propre évaluation, il serait utile en effet que l'AFPCNT pratique un monitoring qualitatif et quantitatif des contenus ou parties de contenus dispensés dans le cadre de son action fédératrice labellisante « sKarabée », puis ensuite seulement par voie de sondages auprès des populations touchées une mesure de son effet. Ceci n'est du ressort de la M4 que dans le recours éventuel à des formes de benchmark international.

## **2. La GP 2022 - BALI pour l'AFPCNT, par rapport aux précédentes éditions et en vue des suivantes**

Quelques remarques générales pour terminer et laisser du REX aux missions à venir :

- a) Les WCDRR sont certes plus stimulantes et mobilisatrices pour les délégations dans leur diversité, en raison de l'enjeu de négociation qu'elles représentent, du plus grand nombre de participants et partant, de l'offre d'informations et de contacts pertinents plus vaste (side events, espaces d'expositions...).
- b) La participation active, même au niveau du montage, de la promotion et de l'animation d'un side event, est une expérience particulièrement gratifiante, pour la délégation comme pour l'organisateur, comme ce fut le cas du side event autour du partage de données sur les risques selon l'exemple de l'ONRN organisé, par la délégation française en présence de représentants à niveau des trois fondateurs de l'ONRN (DGPR, CCR et MRN) ainsi que de l'AFPCN et des académiques. Il faut pour l'avenir rechercher des expériences analogues.
- c) Les GPs « hors les murs » semblent générer plus de ferveur, qui s'exprime notamment par la participation accrue des pays en développement très exposés aux catastrophes, ce qui est un des premiers buts recherchés. L'on doit en grande partie ceci du fait de l'implication exceptionnelle des pays coprésidents (Mexique en 2017, Indonésie en 2017).
- d) La représentation de l'AFPCNT à une GP gagne à impliquer une délégation plurielle (Missions 2 et 4, secrétariat), qui couvre les différentes sensibilités de notre association et ouvre à davantage de contacts. Lors de la GP2017 à Cancun, l'indisponibilité de



potentiels représentants clés avait conduit à n'envoyer qu'une représentante de l'association, la présidente du Conseil scientifique, qui se rendait également à une réunion du réseau IRDR (International Research on Disaster Reduction). Malgré l'investissement considérable, notamment sur place comme dans le compte rendu collectif, à l'initiative de la tête de délégation, la représentation de l'AFPCNT n'a pas pu trouver d'expression profitable à l'association.

- e) La participation en tant que bénévole AFPCNT à une GP est une expérience aussi importante :
  - a. Pour le bénévole expérimenté, qui peut apporter sa connaissance historique du processus et des réseaux d'acteurs
  - b. Pour le bénévole (ou le salarié) découvrant le domaine, car il accède de manière accélérée et vivante à une entrée en matière sur le tout le champ international de la RRC. L'entrée en contact et les échanges avec nos homologues est extrêmement stimulant.
- f) L'harmonieux équilibre entre membres de profil académique et praticien constitue un gage de réussite, avant, pendant et après la mission.
- g) La participation d'un ou une salariée de l'association est vivement recommandée tant pour ce qu'elle apporte d'expertises et de savoirs faire spécifiques, notamment en matière de communication via les réseaux sociaux en direction et pour l'information à distance des membres. Il s'agit d'un investissement porteur à court, moyen et long terme, tant pour la personne que pour l'association, son employeur.

## Contribution d'Alix ROUMAGNAC, président de PREDICT Services, membre du Conseil d'administration de l'AFPCNT

Predict Services a répondu à l'invitation de l'Organisation Mondiale de la Météo pour contribuer à la « Multi-Hazard Early Warning Conférence » et en particulier sur l'intérêt des partenariats Public-Privé. J'ai eu donc la chance de faire partie de l'équipe de France RRC.

En cette période où les événements extrêmes se multiplient sur l'ensemble de la Planète, il est essentiel d'accélérer les démarches d'adaptation et d'atténuation.

La RRC est essentielle, les systèmes d'Alerte Précoce peuvent contribuer fortement à cet objectif.

Cette 7eme Plateforme a donné une place centrale à cette approche, il était pour nous extrêmement important d'être présent.

Les conclusions des échanges, les axes recherchés « passer de la prévision météo à la prévision des conséquences » et « passer du Early Warning au Early Action » confortent la pertinence des stratégies développées en France sur le sujet.

La France a donc un rôle à jouer dans les objectifs ambitieux fixés par le Secrétaire Général des Nations unies pour les années à venir.

Cette 7eme plateforme nous a convaincu de contribuer avec enthousiasme à une initiative Française en matière de RRC dans le monde dans les années à venir.



## Reportage photos à la GP2022



(Crédit photo : Sarra Kasri)



(Crédit photo : Sarra Kasri)





## Signalétiques des espaces refuges et temples concernant les risques Tsunami et séismes à Bali



(Crédit photos : Sarra Kasri)



Signalétiques des espaces refuges et temples  
concernant les risques Tsunami et séismes à Bali



(Crédit photos : Sarra Kasri)

Cérémonie de clôture de la plateforme mondiale à Bali : intervention du président de la République d'Indonésie  
Intervention de Myriam Merad, présidente du conseil scientifique de l'AFPCNT à une session plénière (photo en bas à droite)



(Crédit photos : Sarra Kasri)



## Participation des adhérents de l'AFCNT à des ateliers participatifs sur l'alerte précoce



(Crédit photos : Sarra Kasri)



**CONCLUSION DE LA COPRESIDENCE (TRADUCTION LIBRE EN FRANÇAIS)**

GP2022 a fourni une occasion unique et opportune pour mettre en évidence l'importance et la valeur d'un multilatéralisme inclusif et mis en réseau, de la solidarité internationale et la coopération.

Concernant les progrès, le bilan note que les ODD ne sont pas sur leur trajectoire. Il suggère que le cadre de Sendai peut aider la communauté internationale à revenir sur la bonne trajectoire de progrès en ce qui concerne l'agenda 2030 pour le Développement Durable. Des progrès ont été constatés dans l'amélioration du taux de rapportage, dans la diminution de la mortalité suite à catastrophes, l'utilisation accrue d'approches muti-aléa et multi-sectorielles, le développement de nouveaux mécanismes de financement.

Des lacunes persistent dans le niveau d'investissement, de compréhension des risques et dans le progrès global accompli dans la plupart des pays, particulier les pays les moins développés, les petits états insulaires en voie de développement (the Least Developed Countries (LDCs), les Small Islands Developing States (SIDS)) et les pays africains.

L'Agenda de Bali pour la Résilience (traduction du résumé des principaux messages « take home ») :

- A. Il faut « penser la résilience » dans tous les investissements et les processus de prise de décision. Il faut intégrer la RRC dans des approches de tout le gouvernement comme de toute la société
- B. La RRC doit être intégrée dans toutes les politiques, législations et plans de développement et de définitions pour aller vers l'agenda 2030 du DD et dans les ODD
- C. Le coût réel des désastres est celui de l'inaction. Il doit être mis en balance avec les investissements RRC, qui eux-mêmes ne peuvent être pris en compte seulement qu'à l'aune de changements systémiques.
- D. Les émissions de gaz à effet de serre excèdent de beaucoup leur mitigation, résultant en une forte augmentation tant en fréquence qu'en intensité des désastres
- E. Une planification et une mise en œuvre basés sur la participation et la prise en compte des droits humains sont cruciales pour des populations affectées différemment par les désastres.
- F. Le développement de systèmes d'alerte précoce multi aléas (MHEWS) doit être inclusif des communautés les plus exposées et il faut assurer une meilleure disponibilité, qualité et un meilleur partage des données, des ressources financières, ainsi que des

arrangements de gouvernance effective et de coordination, de manière à complètement mettre en œuvre l'appel du Secrétaire général de l'ONU visant à assurer que toute personne sur Terre soit protégée par des systèmes d'alerte précoce (EWS) en 2027.

- G. Le besoin d'une récupération transformative de la gestion de la pandémie COVID, en notant que les approches en cours ne sont pas assez efficaces, ni en protégeant les gains du développement, ni en Build Back Better, plus vert et plus équitable
- H. La récupération et la reconstruction sont plus efficaces lorsqu'elles sont pilotées au niveau communautaire et soutiennent les structures locales existantes, ainsi que les mécanismes de construction de résilience, tout en traitant les barrières à l'inclusivité avec des approches genres-responsables et basées sur les droits humains
- I. Les écosystèmes doivent être considérés comme des infrastructures critiques et reconnus pour leurs services de base, nous apportant des bénéfices environnementaux, économiques et culturels
- J. RRC et ACC ont l'objectif commun de réduire la vulnérabilité, d'augmenter la capacité et la résilience, d'où il résulte qu'une approche intégrative de gestion des risques de catastrophe et de ceux liés au climat est critique
- K. La compréhension des risques demeure limitée, en particulier s'agissant des risques émergents et de ceux du futur, accompagnée de politiques gouvernementales largement réactives.

**Déclaration officielle de la France à la GP2022**  
**Allocution de M. CROUZET, Ambassadeur de France pour le Climat**

Video sur <https://globalplatform.undrr.org/publication/declaration-officielle-france>

**Mesdames et messieurs les Ministres, Chers délégués,**

La France remercie très sincèrement l'Indonésie et le bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR) pour l'organisation et l'accueil à Bali de la 7ème plateforme globale pour la réduction des risques de catastrophe. La France souscrit pleinement à la déclaration commune de l'Union Européenne et de ses Etats membres.

Cet événement revêt une importance particulière, après plus de 2 ans de pandémie qui ont fortement mis sous tension les efforts visant à mieux prévenir et gérer les catastrophes. La plateforme globale intervient par ailleurs à un moment clé, 7 ans après l'adoption du Cadre de Sendai, et 1 an avant sa revue de mi-parcours qui nous donnera l'occasion en 2023 de faire collectivement le bilan et, surtout, de renouveler notre ambition.

Dans ce contexte, nous devons surtout garder à l'esprit les avertissements extrêmement préoccupants que nous adresse l'ensemble de la communauté scientifique mondiale. Je parle

de l'Organisation météorologique mondiale, qui nous dit que le nombre de catastrophes naturelles a été multiplié par 5 en 50 ans sous l'effet du changement climatique. Je parle bien sûr également du GIEC, dont les derniers rapports nous alertent sur le fait que chaque fraction de degré supplémentaire se traduira par davantage d'événements climatiques extrêmes, toujours plus intenses. Enfin, nous ne pouvons ignorer le fait que les populations les plus pauvres, les plus fragiles, sont aussi les plus vulnérables et exposées aux impacts du changement climatique.

Ainsi, il est clair que l'enjeu de la réduction des risques ne peut être séparé de celui de l'adaptation au changement climatique. Investir dans l'anticipation et la prévention des catastrophes, c'est réduire concrètement les risques associés aux événements météorologiques extrêmes exacerbés par le changement climatique. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : entre 1970 et 2019, malgré une augmentation spectaculaire du nombre de catastrophes, la mortalité liée à ces événements extrêmes a été divisée par 3.

Dans ce contexte, notre priorité doit être la poursuite d'une mise en œuvre pleine et entière du Cadre de Sendai. La France, qui avait en 2015 encouragé l'adoption d'un cadre ambitieux, y contribue à tous les niveaux.

Sur le plan national, nous avons amplifié nos actions de développement de la connaissance des risques de catastrophe, notamment ceux liés aux risques émergents causés par le dérèglement climatique. Nous veillons à renforcer la gouvernance, par exemple sur la gestion des risques d'inondation en co-construisant des programmes d'action de prévention avec les collectivités locales.

Nous renforçons la culture du risque. Depuis plusieurs années, nous menons des campagnes d'information pour la prévention des risques liés aux pluies extrêmes et aux incendies de forêts. En 2022, une journée nationale de la résilience sera institutionnalisée. Elle se tiendra tous les 13 octobre, en cohérence avec la journée internationale décidée par l'ONU.

Pour réduire le nombre de victimes, nous avons expérimenté il y a quelques jours seulement le nouveau dispositif FR-ALERT auprès des populations. Il permettra de prévenir en temps réel toute personne détentric de un téléphone portable de la présence de celui-ci dans une zone de danger. Par ailleurs, nos services de prévision indispensables à la gestion des crises sont en constante amélioration.

Enfin, dans les zones vulnérables, nous investissons pour renforcer la résilience de nos habitations comme de nos infrastructures essentielles. L'Etat a considérablement augmenté ses aides financières aux politiques de réduction de l'exposition portées par les collectivités territoriales. La résilience, c'est aussi reconstruire en mieux avec, à chaque fois que c'est possible, des solutions fondées sur la nature.

La France agit également pour la réduction des risques au niveau international avec la conviction que la prévention et la réduction des risques de catastrophes sont des fondamentaux incontournables du développement durable et de l'éradication de la pauvreté. L'Agence française de développement met en œuvre de nombreux projets sur le terrain. Entre 2015 et 2019, la France a ainsi financé des projets permettant de mieux prévenir les catastrophes à hauteur d'1,5 milliards USD.

Nous agissons aussi à travers plusieurs initiatives internationales.

Un exemple de cet engagement multilatéral est le soutien apporté par la France à l'initiative CREWS – Climate Risk and Early Warning Systems, qui vise à développer des systèmes d'alerte précoce dans les pays les plus vulnérables, en particulier les pays les moins avancés et les Petits Etats Insulaires en Développement.

Les contributions rassemblées depuis la création de CREWS en 2015 ont permis d'engager des projets dans près de 60 pays, pour un montant total de 80 millions USD, dont près de 35 millions apportés par la France. Nous souhaitons que ce soutien se poursuive et s'élargisse, à l'heure où le Secrétaire Général des Nations unies a fixé comme objectif que 100% de la population mondiale soit couverte par des systèmes d'alerte d'ici 5 ans.

Mesdames et Messieurs, chers collègues,

Dans la perspective de la COP27 en Egypte et de la revue de mi-parcours du cadre de Sendai en 2023, la France sera pleinement mobilisée afin que le niveau des engagements soit suffisamment ambitieux pour renforcer la résilience des populations et des Etats face aux risques de catastrophe.

Je vous remercie de votre attention.

**Déclaration à la 3<sup>ème</sup> séance plénière sur la revue de mi-parcours du Cadre de Sendai  
Paul SCHILLING, MEAE**

**Merci madame la présidente,**

**Excellences, Chers délégués,**

Je voudrais tout d'abord remercier l'Indonésie et l'UNDRR pour l'organisation et l'accueil à Bali de la 7<sup>ème</sup> plateforme globale pour la réduction des risques de catastrophe.

Cet événement prend cette année une importance particulière, après 2 ans de pandémie et à la croisée des agendas mondiaux. En novembre de cette année, la COP27 qui se tiendra à Charm el-Cheikh portera largement sur la question des risques climatiques. En 2023, la revue de mi-parcours du cadre de Sendai nous donnera l'occasion de faire collectivement le bilan et, surtout, de renouveler notre ambition en prenant en compte les évolutions mondiales depuis l'adoption du cadre en 2015.

Dans ce contexte, nous devons garder à l'esprit les avertissements extrêmement préoccupants que nous adresse l'ensemble de la communauté scientifique mondiale. Je parle en particulier des derniers rapports du GIEC, qui nous alertent sur le fait que chaque fraction de degré supplémentaire se traduira par d'avantage d'événements climatiques extrêmes, toujours plus intenses.

Il est clair que l'enjeu de la réduction des risques ne peut être séparé de celui de l'adaptation. Investir dans l'anticipation et la prévention des catastrophes, c'est réduire concrètement les risques associés aux événements météorologiques extrêmes exacerbés par le changement climatique. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : entre 1970 et 2019, malgré une augmentation spectaculaire du nombre de catastrophes, la mortalité liée à ces événements a été divisée par

Enfin, la prévention et la réduction des risques de catastrophes sont des fondamentaux incontournables du développement durable et de l'éradication de la pauvreté.

Nous saluons la création en octobre 2021 d'un centre d'excellence conjoint entre l'organisation météorologique mondiale et l'UNDRR. Il s'agit d'un exemple d'initiative permettant d'améliorer la coordination entre les différents agendas mondiaux. Nous espérons que ce centre d'excellence permettra d'aborder la question des risques climatiques d'une manière plus intégrée, tant en matière de connaissances scientifiques que d'actions.

Une autre opportunité pour renforcer l'intégration des différents agendas mondiaux est l'objectif, annoncé récemment par le Secrétaire Général Antonio Gutierrez, de couvrir 100% de la population mondiale par des systèmes d'alerte précoce d'ici 5 ans. Le développement de systèmes d'alerte précoce en direction des plus vulnérables, conformément à la cible G du

cadre de Sendai, contribue à réduire les menaces sur les vies et les moyens de subsistance, et donc à prévenir les risques liés aux impacts du changement climatique.

Enfin, en matière de prévention des risques et de reconstruction durable, des solutions fondées sur la nature doivent être mises en place à chaque fois que possible. Il est important de prendre en compte dans nos travaux les réflexions en cours à ce sujet dans d'autres enceintes internationales, en particulier la Conférence sur la Diversité Biologique et l'Assemblée des Nations Unies pour l'Environnement.

Je vous remercie de votre attention.

 **Association française pour la prévention des catastrophes naturell...** ...  
2 382 abonnés  
6 mois • 

Prise de parole du Représentant de la France à la Global Platform 2022 à Bali.  
**Paul Schilling**  
Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ...voir plus



18 3 republications

**Déclaration de Mme Myriam MERAD, présidente du Conseil Scientifique de l'AFPCNT, à la 7<sup>ème</sup> GP**

Dear participants, Dear organizers,

Thank you for the opportunity to share with you some of our thought

As a French scientific society on disaster risk prevention that values actors and centers of good practices, we have identified some trends that help questioning our practice:

The first one is the illusion that gathering more data will increase knowledge on practice, not only identification, assessment management of risk of disasters.

The second illusion is that integrating system in terms of identification, assessment and governance will lead to improve performance of disasters risk reduction and resilience.

We think that, for sure, this is needed, but there is some limit. What we suggest is:

First to refer to more inclusive science and policy, efficiency assessment,

The second element of our suggestion is to improve participation and inclusiveness of actors in field practice through a better and fair management of resource...

Thank you

---

**Traduction en français**

Chers participants, chers organisateurs,

Merci de nous donner l'opportunité de partager avec vous une partie de notre réflexion.

En tant qu'Association Française pour la Prévention des Catastrophes Naturelles et Technologiques qui valorise les acteurs et les bonnes pratiques, nous avons identifié quelques tendances qui permettent de questionner notre pratique :

La première est l'illusion que la collecte de plus de données augmentera la connaissance au sujet des pratiques, non seulement au niveau de l'identification, mais aussi de l'évaluation et de la gestion des risques de catastrophes.

La deuxième illusion est que concevoir des systèmes intégrés en termes d'identification, d'évaluation et de gouvernance permettra d'améliorer les performances en matière de réduction des risques de catastrophes et de résilience.



Nous pensons que cela est nécessaire, mais qu'il y a des limites. A partir de ces constats, nous suggérons :

Premièrement, de faire référence à une science et une politique plus inclusive pour atteindre une évaluation plus efficace des risques de catastrophes,

Le deuxième élément de notre suggestion est d'améliorer la participation et l'inclusivité des acteurs sur le terrain par une meilleure et plus équitable gestion des ressources...

Merci

 **Association française pour la prévention des catastrophes naturell...** ...  
2 382 abonnés  
6 mois • Modifié • 

Prise de parole de L'AFPCNT par la voix de la présidente de son conseil scientifique **Myriam Merad** à la séance plénière du Midterm Review de la Global Platform 2022 Bali

[United Nations Office for Disaster Risk Reduction \(UNDRR\)](#)



▶ 2:07 🔊 🗄

 16

5 republications

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

### a. Documents de référence avant – pendant – après

- i. GAR2022  
<https://www.undrr.org/gar2022-our-world-risk>  
<https://www.undrr.org/media/84645/download> (document en français)
- ii. Co-Chairs Summary  
<https://www.undrr.org/media/80629/download>
- iii. Bali Agenda for Resilience  
<https://www.undrr.org/media/80658/download>  
[https://www.undrr.org/publication/co-chairs-summary-bali-agenda-resilience?utm\\_source=Global+Platform&utm\\_campaign=baaa496bc3-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2022\\_04\\_22\\_02\\_08\\_COPY\\_01&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_0611eaa78d-baaa496bc3-466483221](https://www.undrr.org/publication/co-chairs-summary-bali-agenda-resilience?utm_source=Global+Platform&utm_campaign=baaa496bc3-EMAIL_CAMPAIGN_2022_04_22_02_08_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_0611eaa78d-baaa496bc3-466483221)

### b. Programmes : Agenda

<https://globalplatform.undrr.org/programme/agenda-during>

### c. Compte rendu officiel (GP2022 BULLETIN)

[https://enb.iisd.org/sites/default/files/2022-05/gp2022\\_summary.pdf](https://enb.iisd.org/sites/default/files/2022-05/gp2022_summary.pdf)

## GLOSSAIRE

- DPCN : Décennie Internationale pour la Prévention des Catastrophes Naturelles
- EFDRR : European Forum for Disaster Risk Reduction: Forum européen pour la réduction des risques de catastrophes
- GAR : Global Assessment Report : Rapport d'évaluation mondial
- GP : Global Platform : Plateforme mondiale
- Ignite Stage : forum des bonnes pratiques
- Learning Labs : sessions interactives de présentations techniques
- MEAE : ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- MHEWS : multi-hazard early warning systems : Systèmes d'alerte précoce multirisques
- ODD: Objectifs du développement durable
- RRC : Réduction des Risques de Catastrophes
- SEM : Stakeholder Engagement Mechanism : forum des parties prenantes
- side events : sessions périphériques au programme officiel
- STAG: Scientific and Technological Advisory Group
- UNDRR : Bureau des Nations unies pour la réduction du risque de catastrophe
- WCDRR : World Conference on Disaster Risk Reduction: Conférence mondiale sur la réduction des risques de catastrophe

Rapport réalisé par les membres de la Mission AFPCNT : Sarra KASRI, Myriam MERAD, Philippe GARNIER et Roland NUSSBAUM, avec la collaboration de deux autres représentants de personnes morales membres de l'AFPCNT : François GRUNEWALD (URD) et Alix ROUMAGNAC (PREDICT Services)

Ces derniers remercient et saluent :

- Le coordinateur de la délégation française, Paul SCHILLING, MEAE
- Les autres membres de la délégation française :
  - o Patrick AUFFRET, Plateforme sur les Déplacements liés aux catastrophes et aux changements climatiques (Genève),
- Les autres participants français identifiés à la GP2022
  - o Youssef DIAB, EIVP – UGE, invité par le Forum Arabe
  - o Cyril HONORE, détaché de Météo France à l'OMM
- Relecteurs : Anne-Marie LEVRAUT et Ghislaine VERRHIEST-LEBLANC

Publication - janvier 2023

Soutenu par :

